



FISAC

Rapport d'activité

1992 – 2008

Rapport d'activité FISAC 1992-2008

SOMMAIRE

	Pages
Eléments de synthèse	3
Présentation des différentes aides du Fisac	7
- Opérations urbaines	8
- Opérations urbaines dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines	9
- Opérations collectives de modernisation en milieu rural	10
- Opérations d'aménagement dans les communes rurales	11
- Opérations rurales individuelles	12
Présentation des moyens mis en œuvre par le Fisac	13
Eléments complémentaires d'information sur les opérations nationales et territoriales	21
Part des cofinanceurs (opérations territoriales)	22
Part des cofinanceurs par type d'opérations territoriales	23
L'évaluation des aides accordées par le Fisac	26
Actions de développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat	28
EPARECA	29
Les pôles d'innovation pour les petites entreprises	30
Opérations de soutien aux commerces de biens culturels	31
Méthodologie	32

Pour l'année 2008

<p>➤ <u>National</u></p> <p>Répartition des subventions par type d'opération.....</p>	34
<p>➤ <u>Région</u></p> <p>Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....</p> <p>- classement alphabétique.....</p> <p>- classement par montant de subvention.....</p> <p>- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....</p> <p>424443</p> <p>- classement alphabétique.....</p> <p>- classement par montant de subvention.....</p> <p>- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....</p>	38 39 40 45 49 55

Pour la période 1992-2008

<p>➤ <u>National</u></p> <p>Répartition des subventions par type d'opération.....</p>	62
<p>➤ <u>Région</u></p> <p>Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....</p> <p>- classement alphabétique.....</p> <p>- classement par montant de subvention.....</p> <p>- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....</p>	66 67 68 70
<p>➤ <u>Département</u></p> <p>Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....</p> <p>- classement alphabétique.....</p> <p>- classement par montant de subvention.....</p> <p>- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....</p>	72 73 77 83

RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC

Période 1992 – 2008

1. ELEMENTS DE SYNTHESE

➤ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (le plus souvent en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et à condition de ne pas induire de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution (surfaces de vente supérieures à 400 m²), au moyen d'un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

➤ **Depuis la loi de finances pour 2003**, le produit de cette taxe est affecté au budget général de l'Etat et **des dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées à l'ORGANIC** (devenu RSI depuis le 1^{er} juillet 2006) à partir du budget de l'Etat.

Le décret du 5 février 2003 et la circulaire du 17 février 2003¹, ont précisé les nouvelles modalités de mise en œuvre du FISAC, **désormais dénommé Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce**. Les opérations sont regroupées au sein de quatre grandes catégories :

- *les opérations collectives, rurales ou urbaines ;*
- *les opérations individuelles à destination des entreprises en milieu rural ;*
- *les études ;*
- *les actions collectives spécifiques décidées par le ministre chargé du commerce et de l'artisanat (exemples : indemnisation des commerçants et artisans sinistrés à la suite de catastrophes naturelles, technologiques ou sanitaires, contribution au financement des actions de développement économique des chambres de métiers et des organisations professionnelles nationales de l'artisanat, soutien aux commerces de biens culturels...).*

Les décisions d'attribution des aides sont prises par le Ministre chargé du commerce et de l'artisanat sur la base des projets instruits au plan local par les préfetures de département et après avis des délégués régionaux au commerce et à l'artisanat.

Par souci de simplification et de réduction des délais d'attribution des aides, le passage obligatoire des dossiers devant une commission nationale a été supprimé en 2003.

Les principales mesures intervenues lors de la réforme de 2003 ont été les suivantes :

- en zone rurale (communes de moins de 2000 habitants), le taux d'intervention est porté à 30 % au lieu de 20 % pour les opérations individuelles conduites par des collectivités territoriales ;
- les taux d'intervention pour les opérations réalisées dans les zones urbaines sensibles, comprises dans les territoires prioritaires d'un contrat de ville, sont très fortement majorés : 80 % au lieu de 50 % en fonctionnement et 40 % au lieu de 20 % en investissement ;

les dépenses d'investissement portant sur les équipements de sécurité des locaux d'activité sont désormais éligibles, quel que soit le maître d'ouvrage, à hauteur de 40 % en zone rurale et de 20 % en zone urbaine lorsque la collectivité réalise le même effort financier

¹ Le dispositif réglementaire relatif au FISAC repose sur les textes de référence suivants :

- Article 4 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, modifié par l'article 35 – III de la loi de finances pour 2003.
- Décret n° 2003-107 du 5 février 2003 relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.
- Arrêté du 13 février 2003 pris pour l'application du décret n° 2003-107 du 5 février 2003 relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.
- Circulaire du 17 février 2003 relative au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.

Cette réforme a été complétée par le décret n°2007-738 du 7 mai 2007 et par l'arrêté du 26 décembre 2007 :

- a) Désormais, dans le cadre des opérations individuelles réalisées en zone rurale, les dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises commerciales, artisanales et de services aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite sont prises en compte et financées à hauteur de 40 % de leur coût hors taxes, au même titre que les dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ;
- b) De même, pour donner suite aux décisions du Comité interministériel des villes du 9 mars 2006, les nouvelles dispositions prévoient :
 - que le FISAC peut financer des opérations dans les zones franches urbaines dans les mêmes conditions que pour les opérations urbaines réalisées dans les zones urbaines sensibles ;
 - que le taux d'intervention est porté à 40 % pour les aides individuelles que l'Etat accorde aux personnes physiques ou morales de droit privé dont l'entreprise est implantée dans une zone urbaine sensible ou dans une zone franche urbaine ;
 - et que, lorsque l'opération se déroule dans l'une ou l'autre de ces zones, il n'est pas fait obligation aux collectivités territoriales concernées de participer au financement de ces aides individuelles.

Dans le prolongement de ce texte, l'arrêté susvisé du 26 décembre 2007 précise les conditions dans lesquelles des aides directes peuvent être accordées aux entreprises dans le cadre, d'une part, des opérations urbaines et, d'autre part, des opérations collectives de modernisation en milieu rural.

En 2008 et en 2009 les interventions du FISAC sont désormais définies par les textes suivants :

- l'article L.750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi n°2008 - 776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- le décret n° 2008 - 1470 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- le décret n° 2008 - 1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750 1-1 du code de commerce ;
- l'arrêté du 30 décembre 2008 modifié pris pour l'application du décret susvisé du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- la circulaire du 22 juin 2009.

L'article 100 de loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 donne une base législative au FISAC et confirme ainsi l'importance de ce fonds pour la création, le maintien et la modernisation du commerce, de l'artisanat et des services de proximité.

Pour accompagner la mise en œuvre de la réforme de l'urbanisme commercial, le Gouvernement a souhaité, en effet, renforcer l'action du FISAC en orientant de manière prioritaire ses interventions en milieu rural, dans les zones de montagne, dans les halles et marchés ainsi que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En outre, la possibilité de mobiliser le FISAC dans le cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial est explicitement mentionnée conformément aux recommandations que la Cour des comptes avait formulées en 2005 dans son rapport sur ce Fonds.

L'article 100 maintient la gestion comptable déléguée à la Caisse nationale du Régime social des indépendants (RSI), qui a été instaurée par la loi susvisée du 31 décembre 1989 et qui assure la souplesse de gestion du FISAC (coûts de gestion modérés et délais de paiement pouvant, en cas d'urgence, être limités à quelques jours, possibilité de gérer des opérations à caractère pluriannuel).

Le dispositif rénové du FISAC est plus particulièrement ciblé, d'une part, sur les territoires mentionnés ci-dessus, et, d'autre part, sur les aides aux entreprises dont les montants sont majorés.

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008, ont été préparés un décret en conseil d'Etat, un décret simple, un arrêté et une circulaire d'application.

Le décret en Conseil d'Etat porte application partielle de l'article L. 750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008.

Il précise les conditions dans lesquelles le FISAC peut prendre en charge les dépenses afférentes aux intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition, en application de l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme, de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de baux commerciaux ou de terrains destinés à l'aménagement commercial qui ont fait l'objet de l'exercice d'un droit de préemption.

Ces dépenses peuvent être financées au taux de 50 %.

Lorsque le droit de préemption est exercé dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines, le taux de financement est porté à 80 %.

Les autres modalités d'intervention du FISAC sont fixées par un décret simple et son arrêté d'application. Les nouvelles dispositions que comportent ces textes sont notamment les suivantes :

- Les commerçants non sédentaires deviennent éligibles aux aides du FISAC ;
- Le plafond de chiffre d'affaires annuel hors taxes des entreprises éligibles à ce fonds est porté à 1 million d'euros (800 000 euros précédemment) ;
- Le champ des opérations individuelles en zone rurale est élargi, le seuil de population des communes éligibles à ce type d'intervention étant porté à de 2000 à 3 000 habitants ;
- Le taux maximum de financement est porté à 30 % dans le cadre des opérations collectives en ce qui concerne les opérations d'investissement ;
- Les aides directes aux entreprises sont majorées au moyen d'un relèvement, d'une part, de leurs dépenses d'investissement subventionnables qui passent à 50 000 euros à 75 000 euros hors taxes et, d'autre part, du taux de financement qui est porté à 30 % ou à 40 % selon les aménagements projetés ;
- Le délai de carence entre deux opérations ayant le même objet ramené de cinq à deux ans pour les maîtres d'ouvrage publics et pour les entreprises. Dans le premier cas, ce délai peut être réduit ou supprimé dans le cas où des aides autres que celles du FISAC, apportées au maître d'ouvrage pour la même opération, pourraient être perdues en cas d'interruption de l'opération. Dans le second cas, cette disposition n'est pas opposable en cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial.

Les textes réglementaires qui sont parus au Journal officiel du 31 décembre 2008 ont été complétés par l'arrêté du 15 mai 2009, qui met en place un dispositif harmonisé d'aides directes aux entreprises applicable aussi bien dans les opérations urbaines que dans les opérations collectives de modernisation en milieu rural, et par la circulaire d'application du 22 juin 2009 qui finalise la réforme du FISAC.

**PRESENTATION
DES DIFFERENTES
AIDES DU FISAC**

OPERATIONS URBAINES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
Aides aux collectivités publiques : communes de + de 2 000 habitants	Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants
<p><u>Dépenses éligibles</u></p> <p>Fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication et de promotion ◆ Opérations collectives d'animation <p><u>INVESTISSEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) <p>Taux maxima</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>Conditions</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet 	<p><u>Dépenses éligibles</u></p> <p>Fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes ; - Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ; - Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation - <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ;</u> - <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u> <p><u>INVESTISSEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité <p>Taux maxima</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ <u>30 % en investissement*</u> <p>Conditions</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet
<p><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</u></p> <p><u>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite <p>TAUX MAXIMUM</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % <p>conditions</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € ◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise 	<p><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</u></p> <p><u>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ <u>Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité</u> <p>TAUX MAXIMA</p> <p><u>30 %</u> (investissements matériels et <u>40%</u> (sécurisation et aménagements pour les handicapés)*)</p> <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur <u>à 1 M€</u> ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée <u>à 75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>à 30 000 €</u> par entreprise

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30% ou 40% des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes . Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10%, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €

OPERATIONS URBAINES DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES ET DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
<i>Aides aux collectivités publiques : Communes de + de 2 000 habitants</i>	<i>Aides aux collectivités publiques : Communes de + de 3 000 habitants</i>
<p><u>Dépenses éligibles</u></p> <p>Fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication et de promotion ◆ Opérations collectives d'animation <p><u>INVESTISSEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) <p>Taux maxima</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ 40 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet 	<p><u>Dépenses éligibles</u></p> <p><u>FONCTIONNEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation ◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ;</u> ◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u> <p><u>INVESTISSEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité <p>Taux maxima</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ 40 % en investissement (aides directes comprises) jusqu'au plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ • Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet

OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL (Pays, groupements de communes rurales, bassins d'emploi ruraux)

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
<p><u>AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES</u></p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <p><input type="checkbox"/> FONCTIONNEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication et de promotion ◆ Opérations collectives d'animation <p><input type="checkbox"/> INVESTISSEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ❖ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet 	<p><u>AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES :</u></p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <p><input type="checkbox"/> FONCTIONNEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation ; ◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ;</u> ◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics.</u> <p><input type="checkbox"/> INVESTISSEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ❖ <u>30 % en investissement*</u> <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ • Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet
<p><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite • Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité <p>TAUX MAXIMUM</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % <p>conditions</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise 	<p><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite • Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ <u>30 %</u> pour les investissements matériels* ◆ <u>40 %</u> pour la sécurisation et pour les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite* <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur <u>à 1 M€</u> ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonné <u>à 75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>30 000 € par entreprise</u>

*Le montant de l'aide ne peut excéder 30% ou 40% des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10%, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €

OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
<i>Communes de moins de 2 000 habitants</i>	<i>Communes de moins de 3 000 habitants</i>
<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <p>Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</p>	<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes ; - Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ; - Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics. <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ <u>50%</u> en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ <u>30 %</u> en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <p>Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</p>

OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
Communes de moins de 2 000 habitants	Communes de moins de 3 000 habitants
<p><u>Maîtrise d'ouvrage privée</u></p> <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 50 000 €)</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % pour les investissements matériels ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite 	<p><u>Maîtrise d'ouvrage privée</u></p> <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 75 000 €)</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 30 % pour les investissements matériels ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 30 % POUR LES INVESTISSEMENTS MATERIELS ◆ 40 % POUR LES DEPENSES DE SECURISATION ET POUR CELLES VISANT A FAVORISER L'ACCESSIBILITE DES ENTREPRISES AUX PERSONNES HANDICAPEES ET AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE 	<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) si location pendant 10 ans ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 30 % POUR LES INVESTISSEMENTS MATERIELS* ◆ 40 % POUR LES DEPENSES DE SECURISATION ET POUR CELLES VISANT A FAVORISER L'ACCESSIBILITE DES ENTREPRISES AUX PERSONNES HANDICAPEES ET AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE*
<p><u>CONDITIONS COMMUNES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 € ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre 2 opérations ayant le même objet 	<p><u>CONDITIONS COMMUNES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u> ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 € ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre 2 opérations ayant le même objet

*Le montant de l'aide ne peut excéder 30% ou 40% des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10%.

**PRESENTATION
DES MOYENS
MIS EN ŒUVRE
PAR LE FISAC**

I – COMPARAISONS 2008 – 2007.

La dotation FISAC a été fixée initialement en loi de finances pour 2008 à 70 millions d'euros en autorisations d'engagement et à 60 millions d'euros en crédits de paiement (contre une dotation de 81,5 millions d'euros en 2007).

Après régulation budgétaire et redéploiements internes, les disponibilités budgétaires pour 2008 ont représenté une somme de 30,9 millions d'euros (contre 70,4 millions d'euros en 2007). Les dotations 2007 et 2008 ont été complétées par le reliquat de crédits disponibles d'une année sur l'autre, qui inclut les réimputations sur le compte FISAC des crédits non utilisés par les bénéficiaires des subventions de ce fonds (13,8 millions d'euros en 2007 et 13 millions d'euros en 2008).

L'année 2008 a été marquée par l'aboutissement de l'étude d'évaluation des opérations collectives financées par le FISAC.

I-1 – Les opérations territoriales (opérations urbaines, opérations rurales).

L'évolution des différentes catégories d'opérations territoriales en 2008 par rapport à 2007 se caractérise par une diminution du nombre global de dossiers territoriaux reçus : s'agissant des opérations urbaines et des opérations rurales, 46,5 millions d'euros ont été alloués par le FISAC à 684 opérations en 2008 (soit respectivement - 14,5 % et - 5,3 % par rapport à 2007).

Alors que l'année 2005 avait été marquée par l'apurement du stock considérable de dossiers enregistrés au cours de l'année 2004, les années 2006 et 2007 peuvent être regardées comme des années où les délais d'instruction de dossiers ont retrouvé un rythme normal. L'année 2008 a confirmé cette stabilisation. Au 31 décembre 2008, le nombre de dossiers en cours d'instruction s'élevait à 94 contre 127 en 2007.

Le délai moyen d'instruction par l'administration centrale est de 52 jours en 2008 (55 jours en 2007).

Cette instruction, grâce à la vigilance apportée à la définition des assiettes subventionnables et au choix des taux de subvention qui tiennent compte des effets prévisibles des opérations aidées sur l'activité commerciale, conduit à une réduction des aides allouées représentant 21 % du montant des demandes formulées.

Les crédits consacrés aux opérations urbaines enregistrent pour la troisième année consécutive une baisse. Ils s'élèvent à 20,52 millions d'euros (dont 1,99 million d'euros pour l'aide aux quartiers en difficulté) pour 146 décisions contre 30,15 millions d'euros et 206 décisions en 2007, soit une baisse de 31,9 % en montant et de 29,1 % en unités. Cette situation s'explique par le fait que la première année d'un mandat municipal est marquée davantage par la définition d'un projet que par sa mise en œuvre, ce qui induit une diminution du nombre de dossiers présentés.

Les montants dévolus aux opérations rurales font, en revanche, apparaître une hausse puisqu'ils atteignent 25,97 millions d'euros contre 24,26 millions d'euros en 2007. Le nombre des décisions est également en légère augmentation, s'élevant à 538 contre 516 en 2007, soit une augmentation de 4,3 % en unités.

En ce qui concerne les opérations rurales individuelles, le montant moyen des aides directes aux entreprises s'établit à 7 613 euros en 2008 (contre 7 541 euros en 2007).

Enfin, on observe une stabilisation du nombre des études préalables aux opérations collectives, qui ont été réalisées en 2008. 48 études ont été financées pour un coût total de 0,51 million d'euros contre 47 en 2007, leur coût s'élevant à 0,61 million d'euros.

I-2 – Les opérations nationales.

Au titre des dispositifs spécifiques, les crédits du FISAC ont permis également de financer en 2008 :

- les actions de développement économique réalisées par les chambres de métiers et de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 13 millions d'euros a été réservée à cet effet en 2008, de même niveau que celle de 2007 ;
- un abondement, à hauteur de 9,8 millions d'euros, des fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) (3,74 millions d'euros en 2007) ;
- les pôles d'innovation de l'artisanat (5,7 millions d'euros contre 1,5 million d'euros en 2007) ;
- le dispositif de soutien aux commerces de biens culturels résultant de la convention triennale passée avec le ministère de la culture et de la communication en 2003, qui a été prorogé en 2007 pour une nouvelle période de trois ans (2007 – 2008 – 2009). En 2008, 15 opérations ont été financées pour un montant de 0,21 million d'euros dans le cadre de l'enveloppe annuelle de 1 million d'euros prévue pour ces opérations (31 opérations en 2007 pour 0,49 million d'euros).

En 2007, le FISAC avait également financé :

- la mise en place d'un dispositif d'aide aux entreprises commerciales, artisanales, libérales et de services sinistrées à la suite du passage du cyclone « Dean » à la Martinique et à la Guadeloupe ; une provision de 5 millions d'euros avait été constituée à cet effet ;
- la mise en place d'une étude d'évaluation des opérations collectives du FISAC (179 400 euros).

I-3 – Par collectivité territoriale.

❖ Les régions :

↗ les plus fortes consommatrices :

C'est la région Rhône-Alpes qui arrive en tête au titre des bénéficiaires (7,43 millions d'euros), suivie par les régions Aquitaine (5,29 millions d'euros) et Bretagne (3,82 millions d'euros).

Si l'on prend en compte le montant par habitant, les trois régions en tête en 2008 sont : le Limousin, la Martinique et la Guyane. En 2007, le classement était le suivant : le Limousin, la Corse et la Franche-Comté.

↘ les plus faibles consommatrices :

Ce sont les régions (hors DOM et Corse) Picardie, Auvergne et Alsace qui font le moins appel au FISAC. Les régions Auvergne, Alsace et Bourgogne figuraient à ce classement en 2007.

La même constatation peut être faite pour les régions d'outre-mer qui sollicitent peu le FISAC.

En montant par habitant, le classement fait apparaître les régions Picardie, Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur. En 2007, les régions concernées étaient les régions Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire et Ile-de-France.

❖ Les départements :

↗ Les plus forts consommateurs :

Les cinq départements en tête sont : la Haute-Savoie, le Nord, la Gironde, l'Ille-et-Vilaine et l'Ardèche. Aucun de ces départements ne figurait dans le classement 2007. En montant par habitant, ce sont les départements de la Creuse, de la Corrèze, de l'Ardèche, de l'Aveyron et de la Haute-Vienne qui arrivent en tête.

↘ les plus faibles consommateurs :

Les départements les moins aidés sont le Territoire de Belfort, la Somme, la Moselle, la Meuse, la Lozère, la Haute-Corse et la Corse du Sud. En 2007, les départements concernés étaient Paris, la Corse du Sud, les Alpes de Haute Provence, les Hautes-Pyrénées et l'Aude.

* *
*

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point des projets, concentration sur certains types d'opérations, dispersion géographique, situation économique locale). On peut d'ailleurs noter, d'une part, que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et, d'autre part, que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

II – BILAN GLOBAL SUR LA PERIODE 1992-2008.

Sur la période 1992-2008, le montant des aides allouées s'élève à 999,3 M€ pour 12 376 décisions attributives de subventions. La part relative aux dépenses d'investissement (527,4 M€) dépasse substantiellement celle afférente aux dépenses de fonctionnement (471,9 M€).

II-1 – Opérations conduites en milieu rural (communes de moins de 2 000 habitants).

En milieu rural, le FISAC peut intervenir, soit dans le cadre d'opérations individuelles (avec une commune ou un particulier), soit dans le cadre d'opérations collectives de modernisation (avec une communauté de communes, par exemple).

De façon générale, l'impact du FISAC en milieu rural paraît très positif dès lors qu'il contribue au maintien d'activités de première nécessité au bénéfice des habitants des zones de revitalisation.

Des aides directes, dont le montant est plafonné à 20 000 € (30 000 € dans le nouveau dispositif), peuvent être attribuées à des entrepreneurs individuels pour la modernisation de leur outil de travail, sous réserve que l'opération ne crée ni de distorsion de concurrence ni un enrichissement sans cause.

Globalement, 60,7 % des décisions prises durant cette période concernent le monde rural (soit 7 516 opérations). Par ailleurs, ces subventions en zone rurale représentent 26,4 % du total des aides attribuées depuis 1992, soit 264,1 M€.

La répartition annuelle des subventions s'établit comme suit :

(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
0,73	6,9	9,5	7,8	10,3	9,3	10,5	11	14,3	9,3	10	19,3	29,9	28,2	23,7	24,2	25,9

En moyenne, sur les cinq dernières années, le montant moyen de l'aide directe aux entreprises s'élève à 7 372 €.

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

(en M€)

CATEGORIES D'OPERATIONS	2004	2005	2006	2007	2008
Opérations rurales individuelles	36 500	37 100	31 658	59 774	34 283
Opérations collectives de modernisation	164 500	172 722	147 875	142 651	142 810

Rapportées à une population de 15 699 727 habitants vivant en 2008 dans les communes de moins de 2 000 habitants, les aides du FISAC en milieu rural représentent approximativement 17,4 €/habitant pour la période 1992-2008 et 3,3 €/habitant en 2007-2008.

II-2 - Opérations conduites en milieu urbain.

L'objectif général de ces opérations est d'apporter une aide au montage de projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires, ces projets intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville...). Les fonds européens sont fréquemment sollicités dans ce cadre. Depuis 1992, ces opérations représentent près de 31,1 % des décisions prises durant cette période (soit 3 848 opérations) et 40,5 % du montant total des subventions avec 405,2 M€.

Ces subventions se répartissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
5,1	8,5	8,9	9,4	23,2	19,3	29,5	29,3	37,9	24,3	27,1	26,2	31,2	38,6	33	30,1	20,5

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

CATEGORIE D'OPERATION	2004	2005	2006	2007	2008
Opérations urbaines	144 000 €	131 000 €	142 900 €	146 339 €	140 555 €

Opérations urbaines FISAC 1992/2008 par taille de ville :

Nombre d'habitants	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
2 000 à 5 000	56 902 370	14,07	9 061 044	6,3
5 000 à 15 000	111 707 605	27,62	10 984 653	10,2
15 000 à 30 000	81 036 164	20,04	7 406 487	10,9
Plus de 30 000	154 768 224	38,27	20 180 620	7,7
Total	404 414 363	100,00	47 632 804	8,5

Ce sont les communes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (38,27 % du montant des subventions). Cela étant, l'effort du FISAC porte également sur les communes moyennes (communes de 5 000 à 30 000 habitants), dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention de ce fonds. On note à cet égard que les montants moyens par habitant concernant les villes de 5 000 à 15 000 habitants et celles de 15 000 à 30 000 habitants sont assez proches. Ils sont supérieurs aux montants moyens par habitant se rapportant aux communes de 2 000 à 5 000 habitants et à celles de plus de 30 000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore celles ayant pour objet de restructurer une halle.

II - 3 Opérations nationales.

Outre les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat, le FISAC contribue, notamment, à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et aux artisans victimes de catastrophes naturelles, sanitaires ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation), et des opérations visant à favoriser la diffusion de biens culturels. Il participe également au financement d'études de faisabilité et d'études préalables à des opérations collectives. Enfin, les pôles d'innovation de l'artisanat reçoivent une aide de l'Etat pour leur fonctionnement courant.

Les subventions accordées dans le cadre d'opérations exceptionnelles s'établissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
4,4	3,8	3,8	5,8	10,2	6	12,1	6,05	32 (1)	5	13,7	1,7 (2)	14,3	8,9	9,55 (3)	5 (4)	0

(1) Année exceptionnelle : tempêtes et inondations.

(2) Les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, les entreprises victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

(3) et (4) En 2006, 9,55 M€ ont été consacrés à la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya à La Réunion. La provision ainsi constituée devait permettre de prendre en charge les éventuelles conséquences d'une recrudescence de l'épidémie en 2007 et lors des années suivantes. L'épidémie ayant été jugulée, la provision a été ramenée à 4,55 M€ et le reliquat de 5 M€ a été réimputé sur le FISAC. Cette réaffectation a permis la constitution d'une nouvelle provision de 5 M€ destinée à indemniser les entreprises sinistrées à la suite du passage du cyclone Dean à la Martinique et à la Guadeloupe.

* *
 * *

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer qu'au sein des opérations rurales et urbaines, une part de l'ordre de 20 à 25 %, a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et de marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou pour les multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le FISAC assure le financement des actions de développement économique menées par les chambres de métiers et de l'artisanat. 13 M€ ont été consacrés à ces actions en 2008 (cf. fiche p. 28).

Le FISAC contribue au financement de l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en ZUS. Au titre de l'année 2008, une dotation de 9,8 M€ lui a été attribuée (cf. fiche p. 29).

Le FISAC est intervenu au profit des pôles d'innovation de l'artisanat pour un coût de 5,7 M€ (cf. fiche p. 30).

Enfin, au titre du dispositif de soutien aux commerces de biens culturels, le FISAC a financé, au cours de l'année 2008, 15 opérations pour un coût global de 203 482 €, le coût moyen de chaque dossier représentant une somme de 13 565 € (cf. tableaux p. 31).

III – LA GESTION DES FONDS PAR LE RSI.

Une convention relative à la gestion des fonds du FISAC a été passée avec l'ORGANIC le 11 avril 2003. En effet, l'ORGANIC, qui est devenue depuis le 1^{er} juillet 2006 le RSI (Régime Social des Indépendants), assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DGCIS.

IV – EVALUATION

La DGCIS réalise une enquête visant notamment à mesurer le taux de survie des entreprises aidées par le FISAC dans le cadre des opérations individuelles en milieu rural. A trois ans, le taux de pérennité s'élève en moyenne à 93,4 % et à 5 ans à 91 %.

En 2007, une étude d'évaluation des opérations collectives financées par le FISAC (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation) a été confiée, après appel d'offres à un prestataire extérieur. Le rapport d'évaluation portant sur 15 opérations a été remis à la fin du premier semestre 2008. Les résultats de cette étude mettent en évidence les effets positifs des interventions du FISAC et fournissent des observations utiles pour une optimisation des choix opérationnels des maîtres d'ouvrage.

En moyenne, le FISAC finance 22 % du coût des opérations, soit un effet de levier de près de 5, la participation des collectivités territoriales représentant environ 54 % et celles des entreprises 13 % (le solde est apporté par divers autres financeurs dont l'Europe et les chambres consulaires).

Dans le prolongement de cette enquête d'évaluation, un comité de pilotage a élaboré une grille d'évaluation de ces opérations qui a vocation à être déployée en 2010.

**ELEMENTS
COMPLEMENTAIRES
D'INFORMATION SUR LES
OPERATIONS NATIONALES
ET TERRITORIALES**

PART DES COFINANCEURS
Décisions du 01/01/2008 au 31/12/2008

Coût total prévu pour cette période	318 802 268
Nombre de décisions	769

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	60 842 300	19,08%
Etat	5 022 563	1,58%
Europe	3 527 928	1,11%
Entreprises	55 295 582	17,34%
Chambres consulaires	1 303 286	0,41%
Autres	18 736 480	5,88%
 Collectivités territoriales		
Commune	114 937 578	36,05%
Département	16 642 823	5,22%
Région	15 671 720	4,92%
EPCI	16 300 039	5,11%
	308 280 299	96,70%

Les pages suivantes détaillent les budgets prévisionnels des opérations territoriales en fonction de leur type.

TYPE D'OPERATION : **OPERATIONS EN ZONE URBAINE
SENSIBLE**

Nombre de décisions **2**
Coût prévu **2 444 900**

CO-FINANCEUR	SUBVENTION	POURCENTAGE
Fisac	712 080	29,13%
Etat	375 000	15,34%
Europe	300 000	12,27%
Entreprises	14 800	0,61%

Collectivités territoriales

Commune	803 020	32,84%
Département	15 000	0,61%
Région	225 000	9,20%
Totaux	2 444 900	100,00%

L'EVALUATION DES AIDES ACCORDEES PAR LE FISAC

1 - Les aides aux entreprises (opérations individuelles)

Pour répondre à la demande du Parlement dans le cadre de la LOLF, la DCASPL a réalisé en 2005, 2006, 2007 et 2008 4 études pour comparer le taux de survie des entreprises aidées directement ou indirectement, trois ans et cinq ans après l'octroi de l'aide, au taux de survie des entreprises comparables.

Les délégués régionaux au commerce et à l'artisanat ont été invités à recueillir, auprès d'exploitants aidés en 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004 des informations portant, notamment, sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, sur le nombre de personnes employées, sur le revenu brut de l'exploitant, sur les effets de la subvention FISAC et sur les éventuelles difficultés financières rencontrées par l'entreprise. Les enquêtes, qui portent annuellement sur une quinzaine d'entreprises aidées par région pour chacune des années considérées, font apparaître les résultats globaux suivants :

- les opérations de création, de reprise, de maintien et de modernisation des entreprises se répartissent comme suit : création : 32,3% ; reprise : 16,4% ; modernisation : 51 3% ;
- le taux de survie des entreprises aidées par le FISAC atteignent globalement 93,4 % à 3 ans et 91 % à 5 ans ; par comparaison, l'enquête que l'INSEE a réalisée sur les entreprises commerciales et artisanales créées ou reprises en 1998 et implantées dans des communes de moins de 2 000 habitants fait apparaître que les entreprises ayant bénéficié d'une aide publique au moment de leur création ont de meilleures chances de survie : les taux de survie atteignent 79,2% à 3 ans et 68,6% à 5 ans lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide publique alors qu'ils ne dépassent pas 74,4% et 61,9 % dans le cas contraire ;
- le nombre d'emplois créés (hors chef d'entreprise) par les entreprises faisant partie de l'échantillon s'élève à 127, étant souligné que l'objectif principal des aides du FISAC est la création ou le maintien d'une activité commerciale de proximité et non la création d'emplois.

2 - Les aides accordées dans le cadre d'opérations collectives

Dans le prolongement de ces enquêtes, un cahier des charges pour une évaluation de toutes les catégories d'opérations territoriales collectives (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation en milieu rural) que finance le FISAC a été rédigé en 2007.

Au travers de cette étude, la DCASPL souhaitait disposer d'éléments d'information sur les résultats des actions financées par le FISAC afin d'apprécier l'efficacité de leur mise en œuvre et leur impact sur le fonctionnement commercial local.

Dans ce cadre le rapport d'évaluation devait prendre en compte les priorités suivantes :

- rechercher si les actions retenues dans les programmes aidés étaient bien définies et correctement dimensionnées par rapport aux objectifs poursuivis ;
- évaluer l'efficacité des actions engagées et leurs effets sur l'activité commerciale locale ;
- cette évaluation doit déboucher sur l'élaboration d'un projet de grille d'évaluation que les porteurs de projet devront à l'avenir renseigner au fur et à mesure de l'évolution de l'opération qu'ils conduisent.

La démarche d'évaluation retenue a été construite sur la base de l'analyse de 15 opérations collectives sélectionnées en tenant compte à la fois :

- d'une répartition géographique représentative du territoire national ;
- et d'une ventilation par tranche de population (commune de moins de 10 000 habitants, entre 10 000 et 30 000 habitants et plus de 30 000 habitants) pour les opérations urbaines retenues.

La typologie des opérations ayant fait l'objet d'une évaluation est la suivante : 2 opérations collectives de modernisation en milieu rural ; 13 opérations urbaines dont 2 qui concernaient des halles et marchés et 1 qui concernait une zone urbaine sensible.

Dans le cadre d'un appel d'offres restreint, la commission d'appel d'offres du 3 juillet 2007 a retenu la candidature de 5 sociétés qui devaient déposer leur offre fin août 2007. Le candidat chargé d'effectuer cette évaluation a été sélectionné en septembre 2007.

Un Comité de pilotage a été constitué avec deux maires, des représentants de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), de l'Assemblée permanente des chambres de métiers (APCM), et de la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) et 3 délégués régionaux au commerce et à l'artisanat (DRCA). Il s'est réuni à cinq reprises.

La société retenue a remis un premier rapport d'étape en février 2008 et a rendu son rapport définitif à la fin du mois de juin de la même année.

Ce rapport met en évidence les points suivants :

- la capacité d'adaptation du FISAC à chaque situation locale est soulignée ;
- la contribution du FISAC apparaît comme un élément fédérateur d'un partenariat entre les acteurs locaux et territoriaux pour l'élaboration d'un projet de territoire sur la thématique « commerce et artisanat » : l'intervention du FISAC oblige de facto les professionnels locaux à se concerter et à organiser des actions collectives. Cela étant, ces derniers ont besoin de temps pour se mobiliser et sont souvent plus efficaces en fin d'opération ;
- l'effet d'entraînement du FISAC est déterminant lorsqu'il intervient sur des pôles intermédiaires et de proximité ;
- les opérations FISAC créent une véritable dynamique par l'anticipation ou l'amplification des investissements mis en oeuvre ;
- les opérations FISAC contribuent à structurer l'organisation commerciale, soit par des aménagements urbains, soit par une pérennisation de la dynamique collective.

En conclusion, le FISAC peut être regardé non pas comme un « outil miracle » dont le succès serait garanti mais comme un outil d'accompagnement et d'impulsion :

- dans un contexte d'évolution des comportements d'achats et de l'environnement concurrentiel, l'intervention du FISAC permet d'initier des démarches réfléchies de dynamisation du commerce et de l'artisanat, s'inscrivant dans le temps et contribuant à la mise en oeuvre d'une stratégie territoriale,
- cela étant, la mise en oeuvre de projets de territoire dans le domaine du commerce et de l'artisanat grâce à l'intervention du FISAC ne suffit pas à elle seule pour inverser des tendances lourdes. Elle peut freiner un déclin ou faciliter une mutation mais elle a peu d'effets sur les « fondamentaux » qui, eux, dépendent d'une série de politiques publiques mises en oeuvre dans le cadre de l'aménagement du territoire : habitat, économie, tourisme, notamment.

ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT

L'Etat apporte un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par le réseau consulaire des métiers (chambres régionales, départementales et locales de métiers et de l'artisanat) ainsi que par l'assemblée permanente des chambres de métiers (APCM). Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

Les actions éligibles sont constituées de prestations collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales dans cinq domaines d'action ; elles contribuent à l'essor de l'artisanat, au maintien du tissu économique et des entreprises sur les territoires, au développement durable et local ainsi qu'à la promotion de l'emploi.

En 2008, la dotation totale imputée sur les crédits du FISAC et attribuée au réseau consulaire des métiers a été fixée, comme en 2007, à 13 M €.

En euros	2008
CRMA et CMA	12 844 000
APCM	156 000
<i>TOTAL réseau consulaire</i>	<i>13 000 000</i>

L'année 2008 a en outre permis d'étendre à trois régions supplémentaires (Languedoc-Roussillon, Limousin et Basse-Normandie) la régionalisation du dispositif conduite en 2007 avec succès dans trois régions expérimentales (Auvergne, pays de la Loire et Rhône-Alpes) et qui avait pour but la mise en place d'une convention unique de développement économique conclue entre l'Etat et la chambre régionale de métiers et de l'artisanat pour le financement de ces actions.

Cette convention précisant les termes d'un contrat d'objectifs régionaux déclinés au niveau de chaque département a permis aux chambres de métiers et de l'artisanat de ces régions d'organiser leurs services de développement économique respectifs de façon concertée et mutualisée c'est à dire plus efficace pour conduire ces actions. Au delà de l'optimisation des ressources, ce dispositif avait également pour objectif de contribuer à la démarche de « bonne gouvernance » et de « transparence » demandée aux réseaux consulaires des métiers et, plus généralement, de susciter l'émergence d'un véritable esprit de réseau au bénéfice des entreprises.

D'après les données de bilan disponibles pour 2007, l'affectation de la dotation totale (12,7 M€ hors APCM) entre les domaines d'actions continue de se recentrer vers deux priorités :

- la création, transmission et reprise d'entreprises : 70% de la dotation ;
- la promotion des actions en faveur du développement durable : environnement, énergies renouvelables, maîtrise de l'énergie, maîtrise des risques, hygiène, santé... : 18% de la dotation.

Parallèlement,

- la promotion de l'utilisation des TIC ne représente plus que 4% de la dotation en 2007 (contre 7% en 2006) ;
- les interventions des chambres relatives aux démarches Qualité et de certification de services se recentrent autour du dispositif CAPEA (5% de la dotation, stationnaire par rapport à 2007) ;
- la promotion de l'exportation et du développement des entreprises à l'international (3% en 2007), tout en restant modeste semble bénéficier d'un intérêt croissant.

L'EPARECA

1/ Un instrument d'intervention de l'Etat en faveur de la cohésion économique et sociale des quartiers en difficulté.

L'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA), créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'Etat au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

Au titre de l'année 2008, ce sont 9,8 M€ qui ont été mobilisés sur les crédits du FISAC. Les besoins de financement pour 2009 sont évalués à 12,5 M€ pour répondre à la montée en charge progressive de l'activité de l'Etablissement : la décision du Comité interministériel des villes (CIV) du 9 mars 2006 a prévu le triplement à terme du rythme d'intervention de l'Etablissement.

2/ Des premiers résultats déjà visibles qui devraient s'affirmer dans les toutes prochaines années.

Depuis l'année 2000, l'EPARECA a été saisi par 217 villes de 299 demandes d'interventions : sur les 46 opérations réalisées ou en cours, 7 centres ont été réhabilités et revendus ; 18 autres sont en exploitation totale ou partielle et 21 sont en cours de restructuration. Pour la seule année 2008, ont été recensées 13 nouvelles saisines, 8 mises en études, 8 opérations de restructuration et 3 mises en exploitation.

Les opérations réalisées ont indéniablement contribué à l'amélioration de la vie quotidienne des populations concernées et leur impact en termes d'emplois mérite d'être souligné : 509 emplois maintenus et 443 créés à fin 2006 (derniers chiffres connus).

LES POLES D'INNOVATION

Face à certaines évolutions rapides du marché liées au développement de la technologie, aux changements dans les modes de consommation ou à l'apparition de nouvelles exigences de la société, les petites entreprises se trouvent dans la nécessité d'innover mais elles ne disposent pas toujours des moyens appropriés pour y parvenir seules.

Pour les y aider, la DGCIS, avec l'appui de l'Institut Supérieur des Métiers (ISM), apporte un soutien financier aux "pôles d'innovation pour l'artisanat et les petites entreprises". Actuellement au nombre d'une vingtaine, ces pôles couvrent des domaines variés, allant de la fabrication et la réparation de l'instrumentation musicale aux métiers de bouche et à l'imprimerie en passant par les techniques multimédias et la restauration du patrimoine. Ils permettent aux entreprises de rompre leur isolement en nouant des relations et des partenariats avec le monde de la recherche, favorisant ainsi leur intégration dans des maillages économiques cohérents.

Ces centres de ressources, adossés aux réseaux consulaires et professionnels ou à des établissements de formation professionnelle et labellisés par le ministère chargé des PME au titre d'une spécialité, ont essentiellement pour mission d'assurer, dans leur domaine d'intervention, la liaison avec les centres de compétences, la recherche de solutions adaptées à la petite entreprise, la diffusion des connaissances et des pratiques nouvelles et l'assistance directe des entreprises. En 2008, un nouveau pôle d'innovation a été labellisé dans le domaine de l'aide à l'autonomie. Son action consiste à aider les entreprises artisanales à aborder les particularités du marché de la population âgée et des personnes handicapées ou susceptibles d'être confrontées à des problèmes de santé.

La DGCIS s'est engagée, au profit des pôles d'innovation, dans la mise en place de contrats d'objectifs pluriannuels. Un effort financier particulier en leur faveur a été réalisé à cette fin, une dotation de 5,7 M€ ayant été ouverte en 2008 afin d'engager une première tranche de subvention dans le cadre de la nouvelle la période triennale qui débute.

TABLEAUX RELATIFS AUX OPERATIONS DE SOUTIEN AUX COMMERCE DE BIENS CULTURELS**Année 2008**

LIBRAIRIES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	5	65 511,00	13 102,20
Modernisation	9	133 949,00	14 883,22
TOTAL	14	199 460,00	14 247,14

DISQUAIRES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	1	4 022,00	4 022,00
Restructuration	0	0,00	0,00
TOTAL	1	4 022,00	4 022,00

Nombre total d'opérations financées en 2008 : 15

Montant des subventions attribuées: 203 482

Montant moyen de subvention: 13 565

METHODOLOGIE

Les données présentées dans ce rapport correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2008. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 11 février 2009.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2008 sont comptabilisées au titre de cette période dès lors qu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupées pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transport, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville,...) ;
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et de l'Artisanat ;
- actions en faveur de la diffusion de biens culturels ;
- « divers » concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité au titre des catastrophes naturelles ou accidentelles, pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations urbaines.

Le cumul des opérations depuis l'origine du FISAC présente les opérations pour leur montant définitif (opérations soldées) et pour leur montant engagé (opérations en cours).

Sur la période 1992-2008, le nombre total des opérations réalisées sur un périmètre départemental, ou infra départemental s'élève à 12 111.

Dans un périmètre régional, ou infra régional, il passe à 12 206 compte tenu des actions régionales spécifiques telles que les programmes régionaux des métiers d'art ou encore des opérations sectorielles menées à l'échelon régional.

Globalement, au plan national, on dénombre 12 376 décisions car viennent s'ajouter des opérations de natures diverses, sectorielles ou répondant à l'urgence comme les catastrophes naturelles.

Au niveau des régions et des départements, trois présentations sont effectuées, afin de mieux apprécier les différences entre collectivités, chaque présentation étant effectuée pour l'année 2008 et pour l'ensemble de la période 1992-2008 :

- classement alphabétique ;
- classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

FISAC
Année 2008

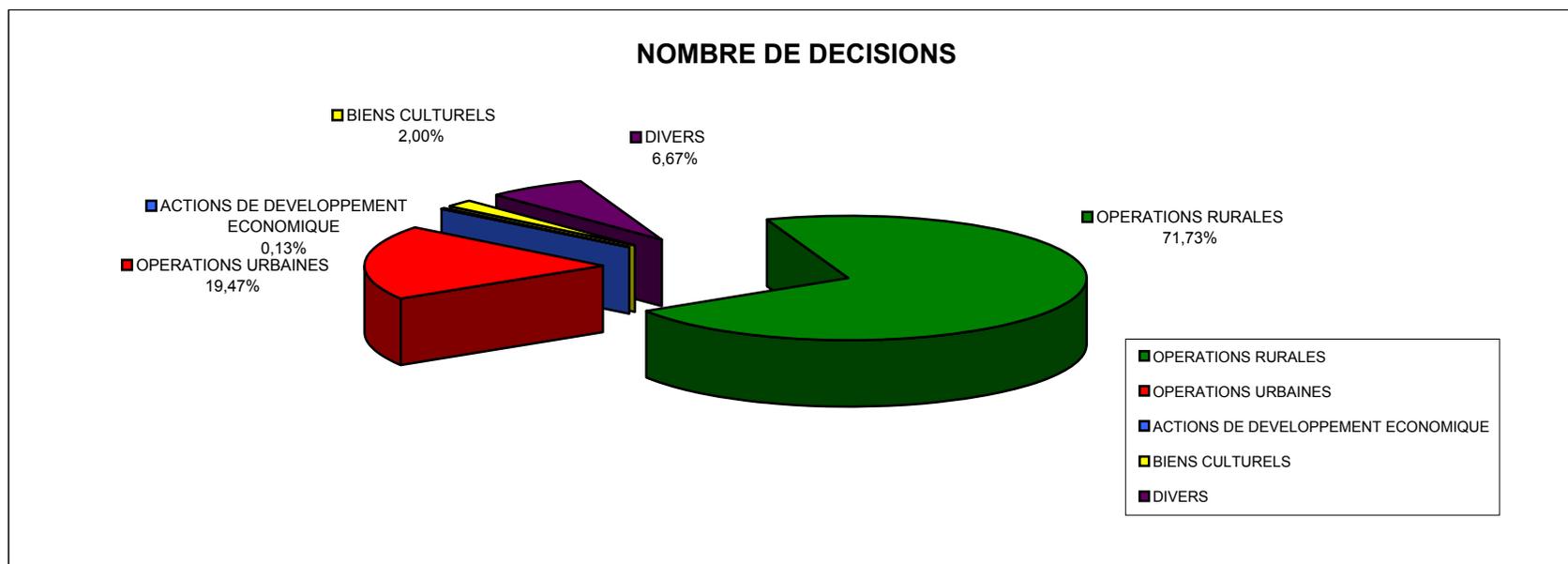
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS
POUR L'ANNEE 2008
(en euros)**

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	538	2 760 423	23 212 522	25 972 945
OPERATIONS URBAINES	146	6 346 692	14 175 016	20 521 708
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1	13 000 000	0	13 000 000
BIENS CULTURELS	15	4 334	203 193	207 527
DIVERS *	50	16 013 084	0	16 013 084
TOTAL	750	38 124 533	37 590 731	75 715 264

(*) Opérations nationales diverses dont :
- dotation de l' EPARECA
- Pôles d'innovation à l'artisanat
- études préalables

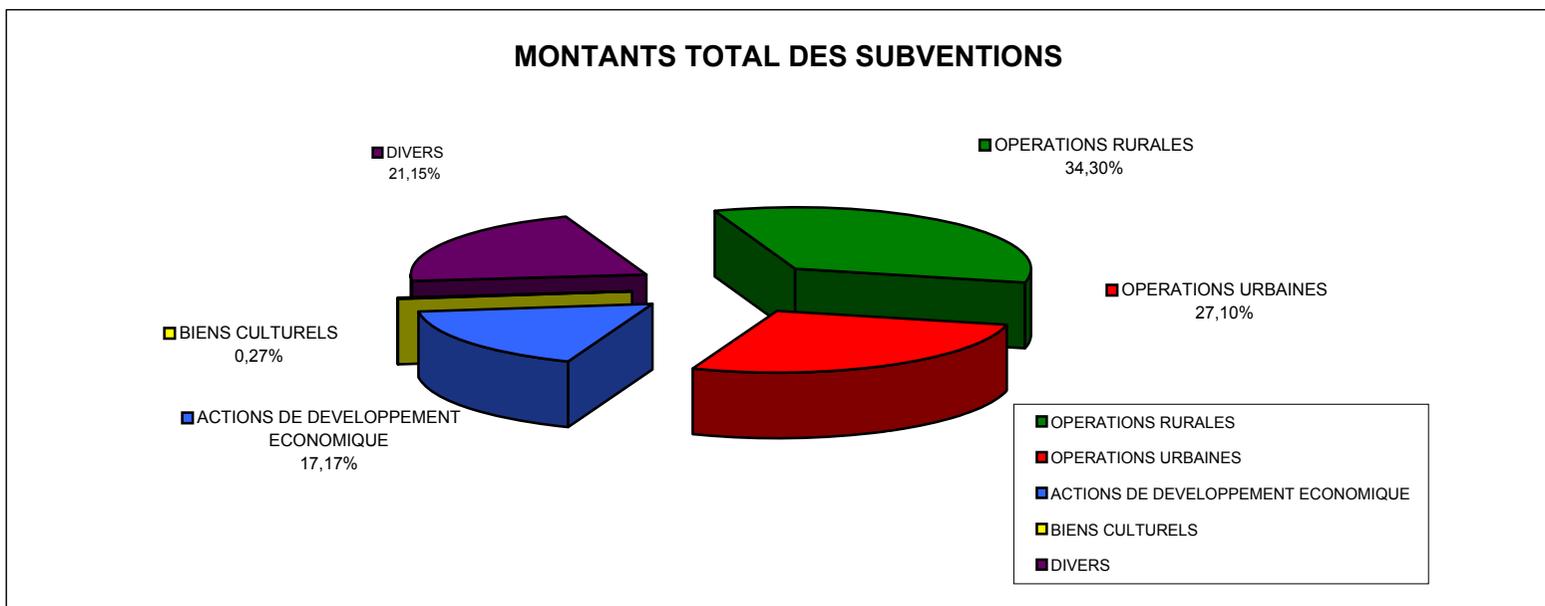
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2008
(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	538
OPERATIONS URBAINES	146
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1
BIENS CULTURELS	15
DIVERS	50
TOTAL	750



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2008
(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	25 972 945
OPERATIONS URBAINES	20 521 708
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	13 000 000
BIENS CULTURELS	207 527
DIVERS	16 013 084
TOTAL	75 715 264



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
en 2008**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations rurales				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	15 221 501	0	15 221 501	444
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	9 425 427	2 760 423	6 665 004	66
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	1 326 017	0	1 326 017	28
Opérations urbaines				
OPERATIONS URBAINES	20 521 708	6 346 692	14 175 016	146
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	1 994 236	529 013	1 465 223	8
Actions de développement économique des chambres de métiers				
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	13 000 000	13 000 000	0	1
Divers				
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES	15 500 000	15 500 000	0	2
BIENS CULTURELS	207 527	4 334	203 193	15
ETUDES	513 084	513 084	0	48
TOTAL	75 715 264	38 124 533	37 590 731	750

Présentation
par
région

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008
(classement alphabétique)

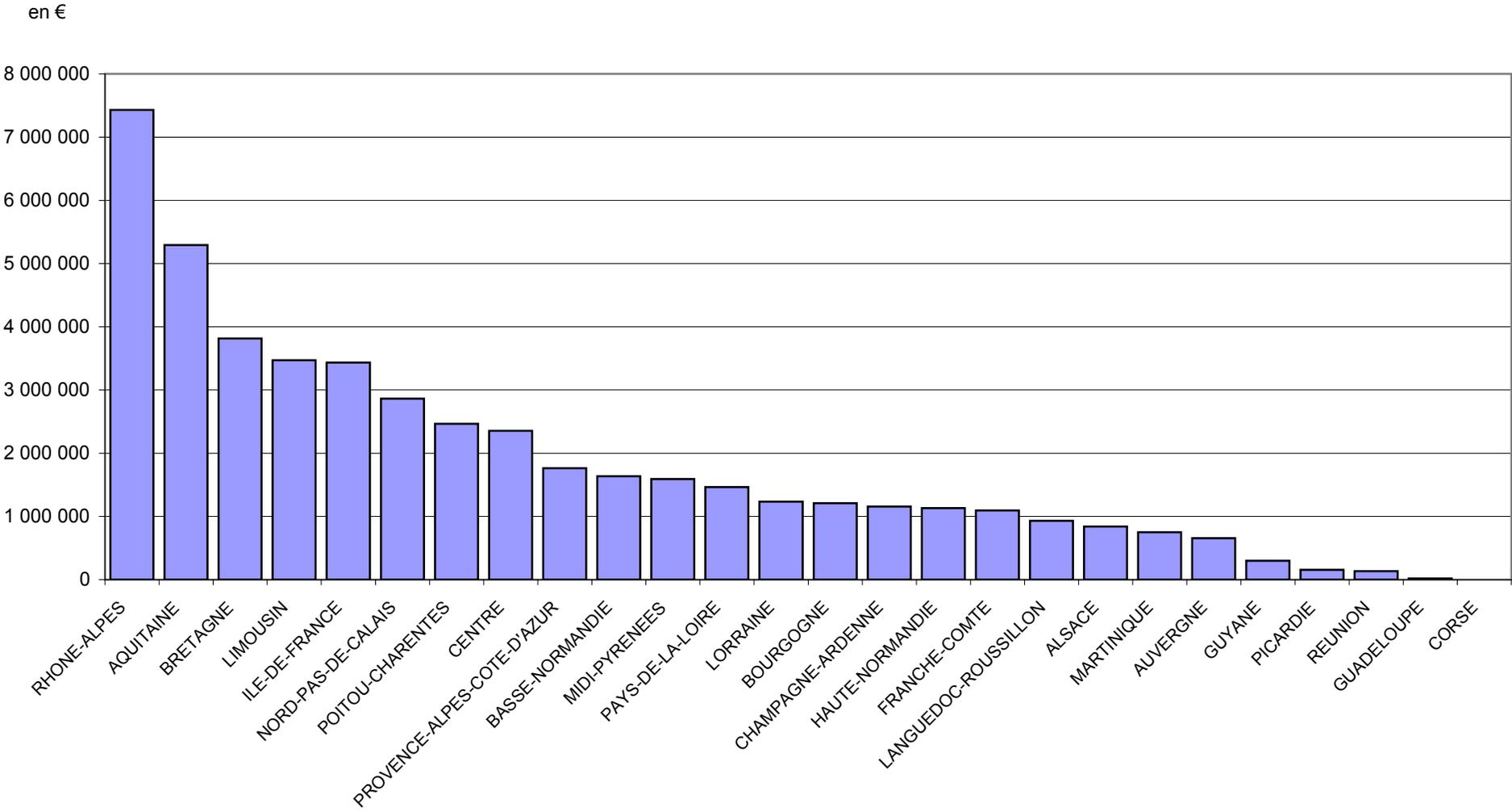
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	842 420	434 417	408 003	19	1 734 145	0,49
AQUITAINE	5 293 586	592 964	4 700 622	87	2 908 359	1,82
AUVERGNE	658 047	0	658 047	18	1 308 878	0,50
BASSE-NORMANDIE	1 635 297	151 772	1 483 525	44	1 422 193	1,15
BOURGOGNE	1 210 834	185 856	1 024 978	35	1 610 067	0,75
BRETAGNE	3 816 838	806 478	3 010 360	45	2 906 197	1,31
CENTRE	2 355 785	411 673	1 944 112	27	2 440 329	0,97
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 158 934	142 075	1 016 859	18	1 342 363	0,86
CORSE	0	0	0	0	260 196	0,00
FRANCHE-COMTE	1 096 905	109 962	986 943	20	1 117 059	0,98
GUADELOUPE	20 755	20 755	0	1	422 496	0,05
GUYANE	300 000	0	300 000	1	157 300	1,91
HAUTE-NORMANDIE	1 133 005	257 116	875 889	24	1 780 192	0,64
ILE-DE-FRANCE	3 432 935	744 595	2 688 340	42	10 952 011	0,31
LANGUEDOC-ROUSSILLON	932 870	102 172	830 698	14	2 295 648	0,41
LIMOUSIN	3 470 434	838 252	2 632 182	36	710 939	4,88
LORRAINE	1 233 262	465 922	767 340	13	2 310 376	0,53
MARTINIQUE	748 900	437 200	311 700	3	381 427	1,96
MIDI-PYRENEES	1 593 716	160 978	1 432 738	32	2 551 687	0,62
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 864 380	974 701	1 889 679	78	3 996 588	0,72
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 463 069	84 934	1 378 135	24	3 222 061	0,45
PICARDIE	156 734	29 444	127 290	6	1 857 481	0,08
POITOU-CHARENTES	2 467 575	89 544	2 378 031	40	1 640 068	1,50
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	1 762 684	769 654	993 030	21	4 506 151	0,39
REUNION	135 500	135 500	0	1	705 100	0,19
RHONE-ALPES	7 430 799	1 678 569	5 752 230	98	5 645 407	1,32
TOTAL	47 215 264	9 624 533	37 590 731	747		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	7 430 799	1 678 569	5 752 230	98	5 645 407	1,32
AQUITAINE	5 293 586	592 964	4 700 622	87	2 908 359	1,82
BRETAGNE	3 816 838	806 478	3 010 360	45	2 906 197	1,31
LIMOUSIN	3 470 434	838 252	2 632 182	36	710 939	4,88
ILE-DE-FRANCE	3 432 935	744 595	2 688 340	42	10 952 011	0,31
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 864 380	974 701	1 889 679	78	3 996 588	0,72
POITOU-CHARENTES	2 467 575	89 544	2 378 031	40	1 640 068	1,50
CENTRE	2 355 785	411 673	1 944 112	27	2 440 329	0,97
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	1 762 684	769 654	993 030	21	4 506 151	0,39
BASSE-NORMANDIE	1 635 297	151 772	1 483 525	44	1 422 193	1,15
MIDI-PYRENEES	1 593 716	160 978	1 432 738	32	2 551 687	0,62
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 463 069	84 934	1 378 135	24	3 222 061	0,45
LORRAINE	1 233 262	465 922	767 340	13	2 310 376	0,53
BOURGOGNE	1 210 834	185 856	1 024 978	35	1 610 067	0,75
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 158 934	142 075	1 016 859	18	1 342 363	0,86
HAUTE-NORMANDIE	1 133 005	257 116	875 889	24	1 780 192	0,64
FRANCHE-COMTE	1 096 905	109 962	986 943	20	1 117 059	0,98
LANGUEDOC-ROUSSILLON	932 870	102 172	830 698	14	2 295 648	0,41
ALSACE	842 420	434 417	408 003	19	1 734 145	0,49
MARTINIQUE	748 900	437 200	311 700	3	381 427	1,96
AUVERGNE	658 047	0	658 047	18	1 308 878	0,50
GUYANE	300 000	0	300 000	1	157 300	1,91
PICARDIE	156 734	29 444	127 290	6	1 857 481	0,08
REUNION	135 500	135 500	0	1	705 100	0,19
GUADELOUPE	20 755	20 755	0	1	422 496	0,05
CORSE	0	0	0	0	260 196	0,00
TOTAL	47 215 264	9 624 533	37 590 731	747		

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région en 2008
(en euros)**

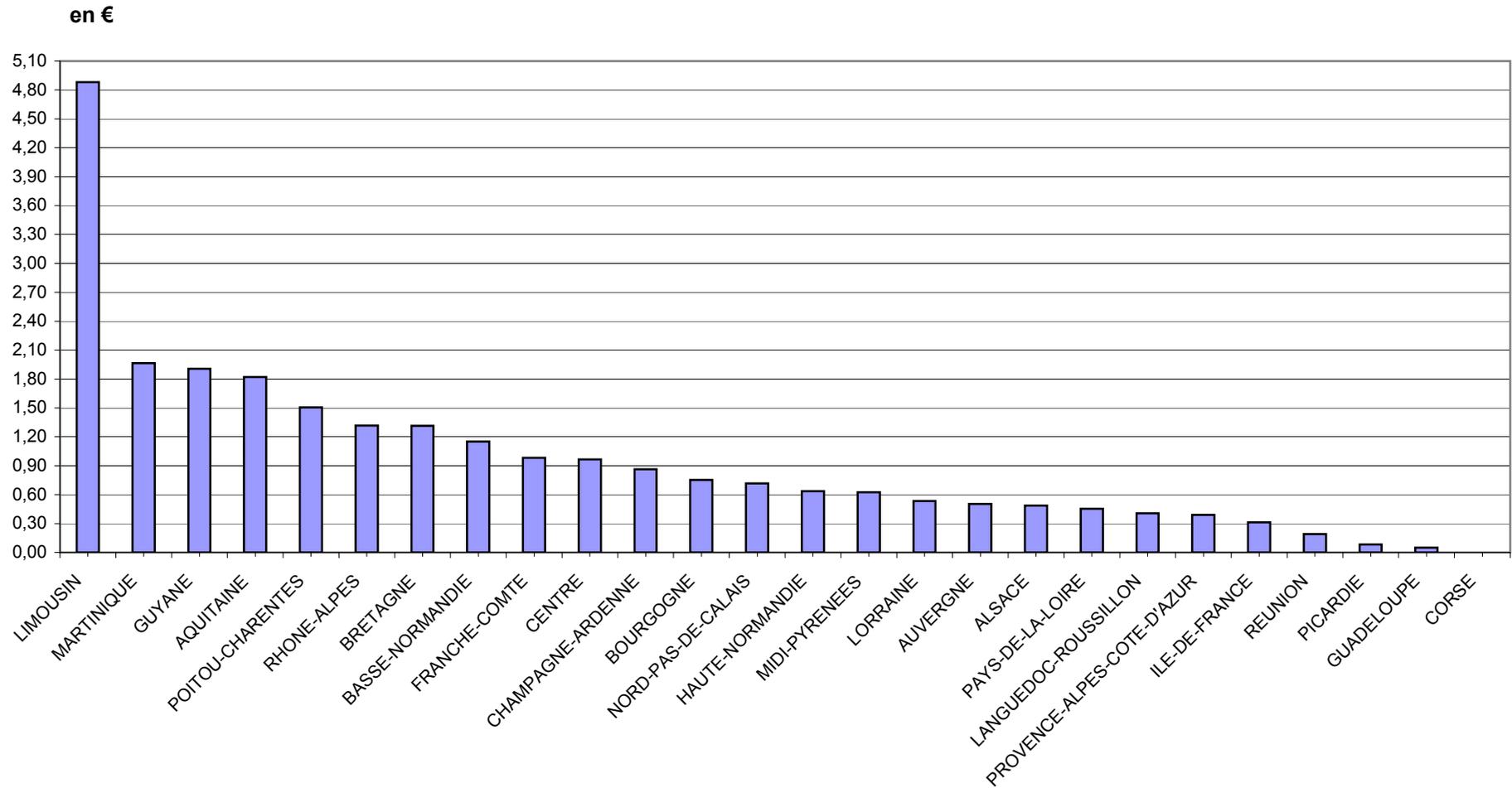


REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	3 470 434	838 252	2 632 182	36	710 939	4,88
MARTINIQUE	748 900	437 200	311 700	3	381 427	1,96
GUYANE	300 000	0	300 000	1	157 300	1,91
AQUITAINE	5 293 586	592 964	4 700 622	87	2 908 359	1,82
POITOU-CHARENTES	2 467 575	89 544	2 378 031	40	1 640 068	1,50
RHONE-ALPES	7 430 799	1 678 569	5 752 230	98	5 645 407	1,32
BRETAGNE	3 816 838	806 478	3 010 360	45	2 906 197	1,31
BASSE-NORMANDIE	1 635 297	151 772	1 483 525	44	1 422 193	1,15
FRANCHE-COMTE	1 096 905	109 962	986 943	20	1 117 059	0,98
CENTRE	2 355 785	411 673	1 944 112	27	2 440 329	0,97
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 158 934	142 075	1 016 859	18	1 342 363	0,86
BOURGOGNE	1 210 834	185 856	1 024 978	35	1 610 067	0,75
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 864 380	974 701	1 889 679	78	3 996 588	0,72
HAUTE-NORMANDIE	1 133 005	257 116	875 889	24	1 780 192	0,64
MIDI-PYRENEES	1 593 716	160 978	1 432 738	32	2 551 687	0,62
LORRAINE	1 233 262	465 922	767 340	13	2 310 376	0,53
AUVERGNE	658 047	0	658 047	18	1 308 878	0,50
ALSACE	842 420	434 417	408 003	19	1 734 145	0,49
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 463 069	84 934	1 378 135	24	3 222 061	0,45
LANGUEDOC-ROUSSILLON	932 870	102 172	830 698	14	2 295 648	0,41
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	1 762 684	769 654	993 030	21	4 506 151	0,39
ILE-DE-FRANCE	3 432 935	744 595	2 688 340	42	10 952 011	0,31
REUNION	135 500	135 500	0	1	705 100	0,19
PICARDIE	156 734	29 444	127 290	6	1 857 481	0,08
GUADELOUPE	20 755	20 755	0	1	422 496	0,05
CORSE	0	0	0	0	260 196	0,00
TOTAL	47 215 264	9 624 533	37 590 731	747		

**Subventions FISAC
par région en 2008
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	1 001 370	84 093	917 277	25	515 270	1,94
AISNE	02	112 290	0	112 290	2	535 842	0,21
ALLIER	03	81 338	0	81 338	1	344 721	0,24
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	52 203	12 500	39 703	3	139 561	0,37
HAUTES-ALPES	05	24 432	19 908	4 524	2	121 419	0,20
ALPES-MARITIMES	06	203 650	173 650	30 000	3	1 011 326	0,20
ARDECHE	07	1 406 148	425 059	981 089	13	286 023	4,92
ARDENNES	08	175 610	36 910	138 700	2	290 130	0,61
ARIEGE	09	96 518	0	96 518	1	137 205	0,70
AUBE	10	208 426	53 457	154 969	4	292 131	0,71
AUDE	11	44 637	0	44 637	3	309 770	0,14
AVEYRON	12	948 445	124 390	824 055	13	263 808	3,60
BOUCHES-DU-RHONE	13	122 438	55 000	67 438	4	1 835 719	0,07
CALVADOS	14	505 059	62 977	442 082	5	648 385	0,78
CANTAL	15	11 114	0	11 114	2	150 778	0,07
CHARENTE	16	461 596	17 800	443 796	9	339 628	1,36
CHARENTE-MARITIME	17	939 825	51 744	888 081	13	557 024	1,69
CHER	18	176 538	0	176 538	2	314 428	0,56
CORREZE	19	1 316 859	417 345	899 514	16	232 576	5,66
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	0	0	0	0	141 603	0,00
COTE-D'OR	21	316 326	0	316 326	8	506 755	0,62
COTES-D'ARMOR	22	656 350	185 440	470 910	8	542 373	1,21
CREUSE	23	896 456	168 763	727 693	11	124 470	7,20
DORDOGNE	24	781 618	118 805	662 813	20	388 293	2,01
DOUBS	25	390 245	0	390 245	7	499 062	0,78
DROME	26	516 531	61 444	455 087	8	437 778	1,18
EURE	27	208 766	0	208 766	5	541 054	0,39
EURE-ET-LOIR	28	373 531	239 390	134 141	5	407 665	0,92

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
FINISTERE	29	1 026 905	227 642	799 263	8	852 418	1,20
GARD	30	319 524	38 712	280 812	3	623 125	0,51
HAUTE-GARONNE	31	100 768	0	100 768	6	1 046 338	0,10
GERS	32	85 340	0	85 340	1	172 335	0,50
GIRONDE	33	2 049 981	318 173	1 731 808	18	1 287 334	1,59
HERAULT	34	512 054	55 342	456 712	6	896 441	0,57
ILLE-ET-VILAINE	35	1 466 615	388 859	1 077 756	16	867 533	1,69
INDRE	36	439 612	74 133	365 479	4	231 139	1,90
INDRE-ET-LOIRE	37	415 922	5 500	410 422	5	554 003	0,75
ISERE	38	609 900	278 967	330 933	10	1 094 006	0,56
JURA	39	490 835	55 112	435 723	9	250 857	1,96
LANDES	40	442 677	8 550	434 127	15	327 334	1,35
LOIR-ET-CHER	41	829 443	80 300	749 143	8	314 968	2,63
LOIRE	42	590 574	133 100	457 474	6	728 524	0,81
HAUTE-LOIRE	43	105 538	0	105 538	11	209 113	0,50
LOIRE-ATLANTIQUE	44	32 748	0	32 748	1	1 134 266	0,03
LOIRET	45	120 739	12 350	108 389	3	618 126	0,20
LOT	46	202 907	24 000	178 907	2	160 197	1,27
LOT-ET-GARONNE	47	940 137	82 482	857 655	13	305 380	3,08
LOZERE	48	0	0	0	0	73 09	5,00
MAINE-ET-LOIRE	49	502 224	81 170	421 054	6	732 942	0,69
MANCHE	50	622 252	7 625	614 627	12	481 471	1,29
MARNE	51	586 017	51 708	534 309	7	565 229	1,04
HAUTE-MARNE	52	188 881	0	188 881	5	194 873	0,97
MAYENNE	53	235 921	0	235 921	7	285 338	0,83
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	870 343	453 802	416 541	9	713 779	1,22
MEUSE	55	0	0	0	0	192 198	0,00
MORBIHAN	56	666 968	4 537	662 431	13	643 873	1,04
MOSELLE	57	0	0	0	0	1 023 447	0,00
NIEVRE	58	247 230	102 731	144 499	8	225 198	1,10

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NORD	59	2 084 907	716 937	1 367 970	30	2 555 020	0,82
OISE	60	44 444	29 444	15 000	4	766 441	0,06
ORNE	61	507 986	81 170	426 816	27	292 337	1,74
PAS-DE-CALAIS	62	779 473	257 764	521 709	48	1 441 568	0,54
PUY-DE-DOME	63	460 057	0	460 057	4	604 266	0,76
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 079 173	64 954	1 014 219	21	600 018	1,80
HAUTES-PYRENEES	65	66 081	12 588	53 493	2	222 368	0,30
PYRENEES-ORIENTALES	66	56 655	8 118	48 537	2	392 803	0,14
BAS-RHIN	67	728 706	413 292	315 414	11	1 026 120	0,71
HAUT-RHIN	68	113 714	21 125	92 589	8	708 025	0,16
RHONE	69	792 363	321 697	470 666	12	1 578 869	0,50
HAUTE-SAONE	70	215 825	54 850	160 975	4	229 732	0,94
SAONE-ET-LOIRE	71	130 383	0	130 383	9	544 893	0,24
SARTHE	72	233 929	0	233 929	3	529 851	0,44
SAVOIE	73	367 124	124 913	242 211	5	373 258	0,98
HAUTE-SAVOIE	74	2 146 789	249 296	1 897 493	19	631 679	3,40
PARIS	75	12 500	12 500	0	1	2 125 246	0,01
SEINE-MARITIME	76	924 239	257 116	667 123	19	1 239 138	0,75
SEINE-ET-MARNE	77	850 396	66 344	784 052	12	1 193 767	0,71
YVELINES	78	352 713	19 900	332 813	5	1 354 304	0,26
DEUX-SEVRES	79	679 072	20 000	659 072	7	344 392	1,97
SOMME	80	0	0	0	0	555 551	0,00
TARN	81	33 237	0	33 237	4	343 402	0,10
TARN-ET-GARONNE	82	60 420	0	60 420	3	206 034	0,29
VAR	83	1 253 666	508 596	745 070	8	898 441	1,40
VAUCLUSE	84	106 295	0	106 295	1	499 685	0,21
VENDEE	85	458 247	3 764	454 483	7	539 664	0,85
VIENNE	86	387 082	0	387 082	11	399 024	0,97
HAUTE-VIENNE	87	1 257 119	252 144	1 004 975	9	353 893	3,55
VOSGES	88	362 919	12 120	350 799	4	380 952	0,95

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
YONNE	89	516 895	83 125	433 770	10	333 221	1,55
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	0	0	0	0	137 408	0,00
ESSONNE	91	160 246	7 100	153 146	2	1 134 238	0,14
HAUTS-DE-SEINE	92	875 807	421 144	454 663	9	1 428 881	0,61
SEINE-SAINT-DENIS	93	344 036	65 920	278 116	3	1 382 861	0,25
VAL-DE-MARNE	94	733 950	48 400	685 550	2	1 227 250	0,60
VAL-D'OISE	95	103 287	103 287	0	8	1 105 464	0,09
GUADELOUPE	971	20 755	20 755	0	1	422 496	0,05
MARTINIQUE	972	748 900	437 200	311 700	3	381 427	1,96
GUYANE	973	300 000	0	300 000	1	157 213	1,91
REUNION	974	135 500	135 500	0	1	706 300	0,19
TOTAL		47 215 264	9 624 533	37 590 731	747		

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION**

en 2008

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTE-SAVOIE	74	2 146 789	249 296	1 897 493	19	631 679	3,40
NORD	59	2 084 907	716 937	1 367 970	30	2 555 020	0,82
GIRONDE	33	2 049 981	318 173	1 731 808	18	1 287 334	1,59
ILLE-ET-VILAINE	35	1 466 615	388 859	1 077 756	16	867 533	1,69
ARDECHE	07	1 406 148	425 059	981 089	13	286 023	4,92
CORREZE	19	1 316 859	417 345	899 514	16	232 576	5,66
HAUTE-VIENNE	87	1 257 119	252 144	1 004 975	9	353 893	3,55
VAR	83	1 253 666	508 596	745 070	8	898 441	1,40
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 079 173	64 954	1 014 219	21	600 018	1,80
FINISTERE	29	1 026 905	227 642	799 263	8	852 418	1,20
AIN	01	1 001 370	84 093	917 277	25	515 270	1,94
AVEYRON	12	948 445	124 390	824 055	13	263 808	3,60
LOT-ET-GARONNE	47	940 137	82 482	857 655	13	305 380	3,08
CHARENTE-MARITIME	17	939 825	51 744	888 081	13	557 024	1,69
SEINE-MARITIME	76	924 239	257 116	667 123	19	1 239 138	0,75
CREUSE	23	896 456	168 763	727 693	11	124 470	7,20
HAUTS-DE-SEINE	92	875 807	421 144	454 663	9	1 428 881	0,61
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	870 343	453 802	416 541	9	713 779	1,22
SEINE-ET-MARNE	77	850 396	66 344	784 052	12	1 193 767	0,71
LOIR-ET-CHER	41	829 443	80 300	749 143	8	314 968	2,63
RHONE	69	792 363	321 697	470 666	12	1 578 869	0,50
DORDOGNE	24	781 618	118 805	662 813	20	388 293	2,01
PAS-DE-CALAIS	62	779 473	257 764	521 709	48	1 441 568	0,54
MARTINIQUE	972	748 900	437 200	311 700	3	381 427	1,96
VAL-DE-MARNE	94	733 950	48 400	685 550	2	1 227 250	0,60
BAS-RHIN	67	728 706	413 292	315 414	11	1 026 120	0,71
DEUX-SEVRES	79	679 072	20 000	659 072	7	344 392	1,97
MORBIHAN	56	666 968	4 537	662 431	13	643 873	1,04
COTES-D'ARMOR	22	656 350	185 440	470 910	8	542 373	1,21
MANCHE	50	622 252	7 625	614 627	12	481 471	1,29

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ISERE	38	609 900	278 967	330 933	10	1 094 006	0,56
LOIRE	42	590 574	133 100	457 474	6	728 524	0,81
MARNE	51	586 017	51 708	534 309	7	565 229	1,04
YONNE	89	516 895	83 125	433 770	10	333 221	1,55
DROME	26	516 531	61 444	455 087	8	437 778	1,18
HERAULT	34	512 054	55 342	456 712	6	896 441	0,57
ORNE	61	507 986	81 170	426 816	27	292 337	1,74
CALVADOS	14	505 059	62 977	442 082	5	648 385	0,78
MAINE-ET-LOIRE	49	502 224	81 170	421 054	6	732 942	0,69
JURA	39	490 835	55 112	435 723	9	250 857	1,96
CHARENTE	16	461 596	17 800	443 796	9	339 628	1,36
PUY-DE-DOME	63	460 057	0	460 057	4	604 266	0,76
VENDEE	85	458 247	3 764	454 483	7	539 664	0,85
LANDES	40	442 677	8 550	434 127	15	327 334	1,35
INDRE	36	439 612	74 133	365 479	4	231 139	1,90
INDRE-ET-LOIRE	37	415 922	5 500	410 422	5	554 003	0,75
DOUBS	25	390 245	0	390 245	7	499 062	0,78
VIENNE	86	387 082	0	387 082	11	399 024	0,97
EURE-ET-LOIR	28	373 531	239 390	134 141	5	407 665	0,92
SAVOIE	73	367 124	124 913	242 211	5	373 258	0,98
VOSGES	88	362 919	12 120	350 799	4	380 952	0,95
YVELINES	78	352 713	19 900	332 813	5	1 354 304	0,26
SEINE-SAINT-DENIS	93	344 036	65 920	278 116	3	1 382 861	0,25
GARD	30	319 524	38 712	280 812	3	623 125	0,51
COTE-D'OR	21	316 326	0	316 326	8	506 755	0,62
GUYANE	973	300 000	0	300 000	1	157 213	1,91
NIEVRE	58	247 230	102 731	144 499	8	225 198	1,10
MAYENNE	53	235 921	0	235 921	7	285 338	0,83
SARTHE	72	233 929	0	233 929	3	529 851	0,44
HAUTE-SAONE	70	215 825	54 850	160 975	4	229 732	0,94

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION**

en 2008

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
EURE	27	208 766	0	208 766	5	541 054	0,39
AUBE	10	208 426	53 457	154 969	4	292 131	0,71
ALPES-MARITIMES	06	203 650	173 650	30 000	3	1 011 326	0,20
LOT	46	202 907	24 000	178 907	2	160 197	1,27
HAUTE-MARNE	52	188 881	0	188 881	5	194 873	0,97
CHER	18	176 538	0	176 538	2	314 428	0,56
ARDENNES	08	175 610	36 910	138 700	2	290 130	0,61
ESSONNE	91	160 246	7 100	153 146	2	1 134 238	0,14
REUNION	974	135 500	135 500	0	1	706 300	0,19
SAONE-ET-LOIRE	71	130 383	0	130 383	9	544 893	0,24
BOUCHES-DU-RHONE	13	122 438	55 000	67 438	4	1 835 719	0,07
LOIRET	45	120 739	12 350	108 389	3	618 126	0,20
HAUT-RHIN	68	113 714	21 125	92 589	8	708 025	0,16
AISNE	02	112 290	0	112 290	2	535 842	0,21
VAUCLUSE	84	106 295	0	106 295	1	499 685	0,21
HAUTE-LOIRE	43	105 538	0	105 538	11	209 113	0,50
VAL-D'OISE	95	103 287	103 287	0	8	1 105 464	0,09
HAUTE-GARONNE	31	100 768	0	100 768	6	1 046 338	0,10
ARIEGE	09	96 518	0	96 518	1	137 205	0,70
GERS	32	85 340	0	85 340	1	172 335	0,50
ALLIER	03	81 338	0	81 338	1	344 721	0,24
HAUTES-PYRENEES	65	66 081	12 588	53 493	2	222 368	0,30
TARN-ET-GARONNE	82	60 420	0	60 420	3	206 034	0,29
PYRENEES-ORIENTALES	66	56 655	8 118	48 537	2	392 803	0,14
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	52 203	12 500	39 703	3	139 561	0,37
AUDE	11	44 637	0	44 637	3	309 770	0,14
OISE	60	44 444	29 444	15 000	4	766 441	0,06
TARN	81	33 237	0	33 237	4	343 402	0,10
LOIRE-ATLANTIQUE	44	32 748	0	32 748	1	1 134 266	0,03

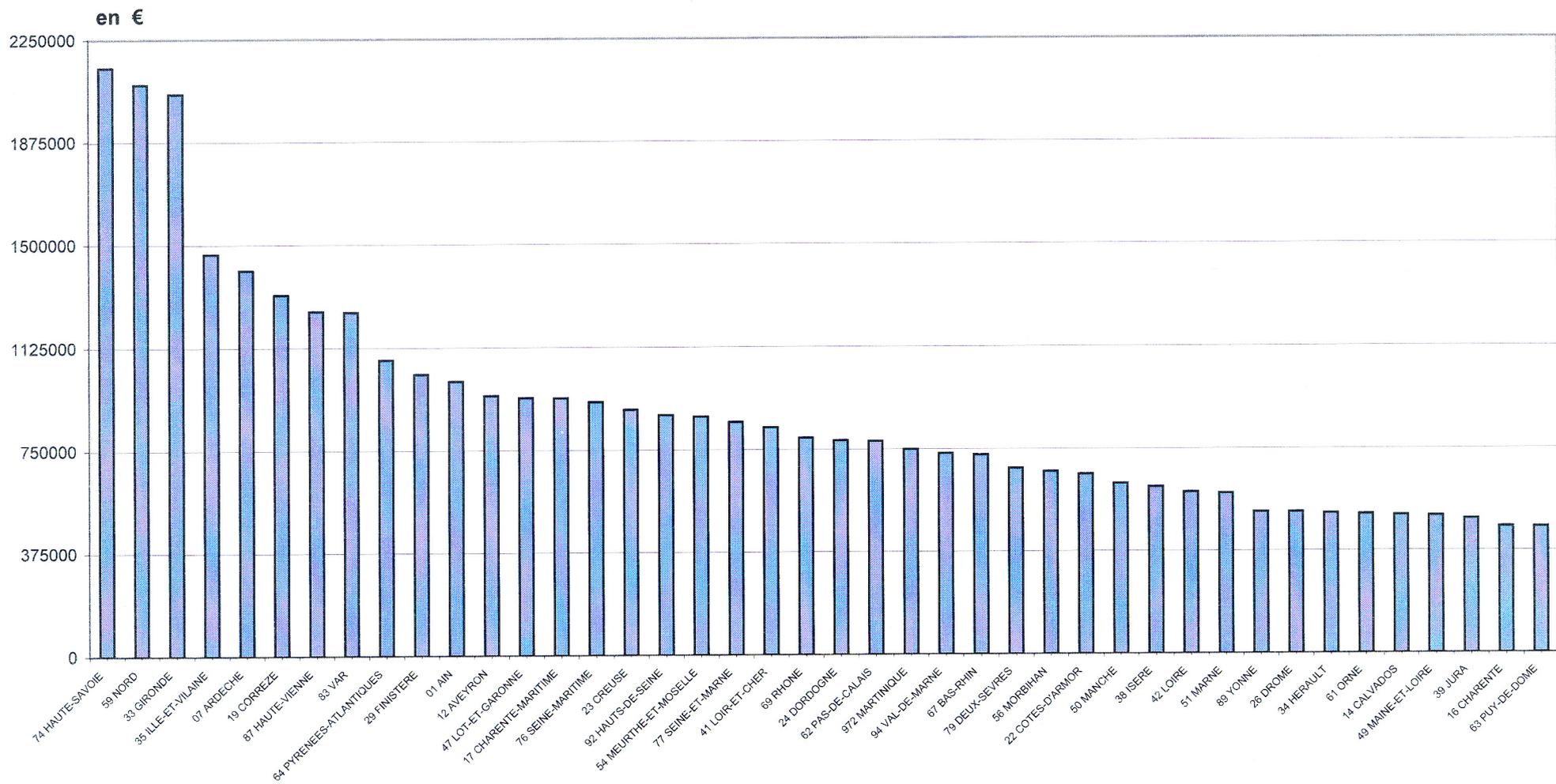
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION**

en 2008

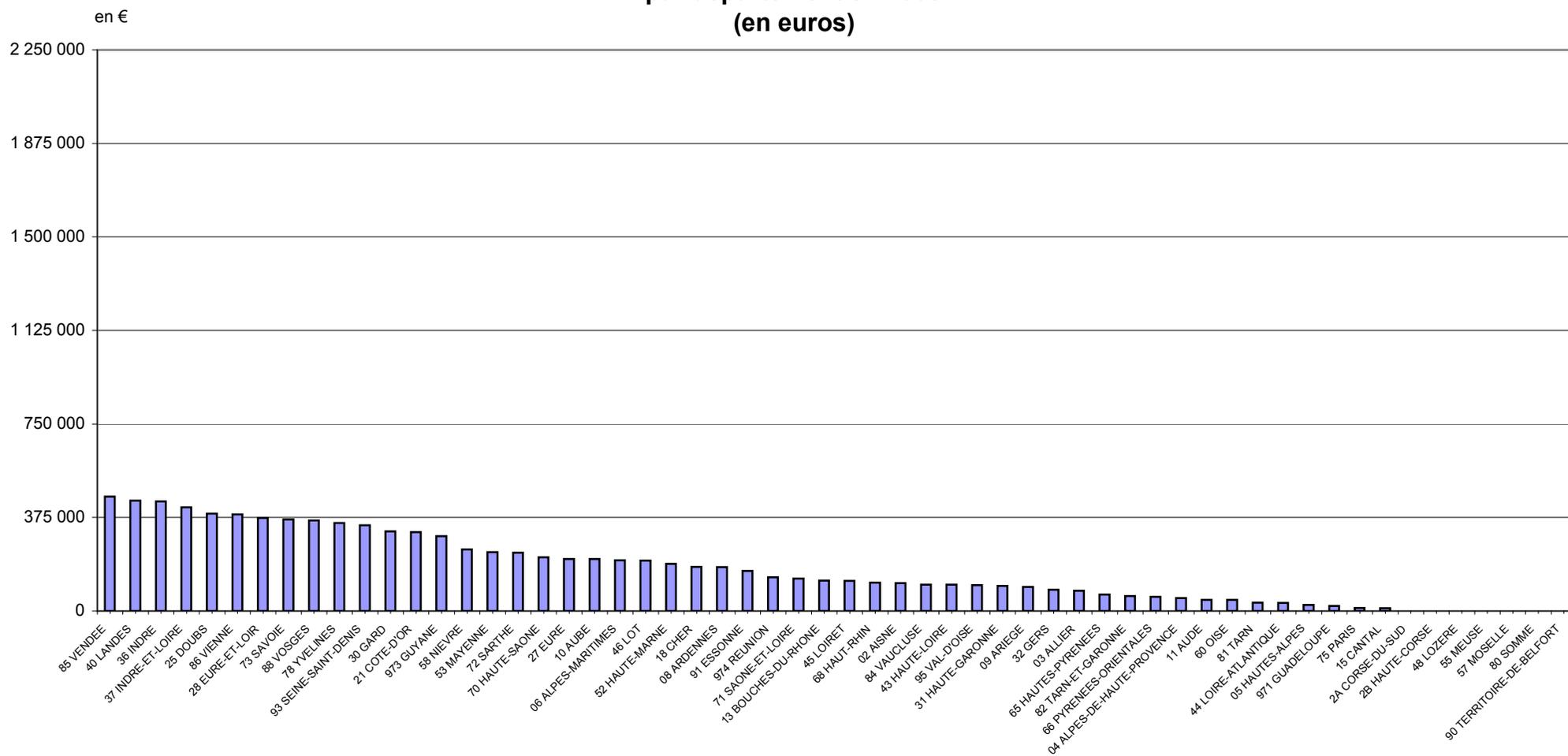
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTES-ALPES	05	24 432	19 908	4 524	2	121 419	0,20
GUADELOUPE	971	20 755	20 755	0	1	422 496	0,05
PARIS	75	12 500	12 500	0	1	2 125 246	0,01
CANTAL	15	11 114	0	11 114	2	150 778	0,07
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	0	0	0	0	141 603	0,00
LOZERE	48	0	0	0	0	73 09	5,00
MEUSE	55	0	0	0	0	192 198	0,00
MOSELLE	57	0	0	0	0	1 023 447	0,00
SOMME	80	0	0	0	0	555 551	0,00
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	0	0	0	0	137 408	0,00
TOTAL		47 215 264	9 624 533	37 590 731	747		

Montant cumulé des subventions FISAC par département en 2008 (en euros)



Montant cumulé des subventions FISAC par département en 2008 (en euros)



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	896 456	168 763	727 693	11	124 470	7,20
CORREZE	19	1 316 859	417 345	899 514	16	232 576	5,66
ARDECHE	07	1 406 148	425 059	981 089	13	286 023	4,92
AVEYRON	12	948 445	124 390	824 055	13	263 808	3,60
HAUTE-VIENNE	87	1 257 119	252 144	1 004 975	9	353 893	3,55
HAUTE-SAVOIE	74	2 146 789	249 296	1 897 493	19	631 679	3,40
LOT-ET-GARONNE	47	940 137	82 482	857 655	13	305 380	3,08
LOIR-ET-CHER	41	829 443	80 300	749 143	8	314 968	2,63
DORDOGNE	24	781 618	118 805	662 813	20	388 293	2,01
DEUX-SEVRES	79	679 072	20 000	659 072	7	344 392	1,97
MARTINIQUE	972	748 900	437 200	311 700	3	381 427	1,96
JURA	39	490 835	55 112	435 723	9	250 857	1,96
AIN	01	1 001 370	84 093	917 277	25	515 270	1,94
GUYANE	973	300 000	0	300 000	1	157 213	1,91
INDRE	36	439 612	74 133	365 479	4	231 139	1,90
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 079 173	64 954	1 014 219	21	600 018	1,80
ORNE	61	507 986	81 170	426 816	27	292 337	1,74
ILLE-ET-VILAINE	35	1 466 615	388 859	1 077 756	16	867 533	1,69
CHARENTE-MARITIME	17	939 825	51 744	888 081	13	557 024	1,69
GIRONDE	33	2 049 981	318 173	1 731 808	18	1 287 334	1,59
YONNE	89	516 895	83 125	433 770	10	333 221	1,55
VAR	83	1 253 666	508 596	745 070	8	898 441	1,40
CHARENTE	16	461 596	17 800	443 796	9	339 628	1,36
LANDES	40	442 677	8 550	434 127	15	327 334	1,35
MANCHE	50	622 252	7 625	614 627	12	481 471	1,29
LOT	46	202 907	24 000	178 907	2	160 197	1,27
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	870 343	453 802	416 541	9	713 779	1,22
COTES-D'ARMOR	22	656 350	185 440	470 910	8	542 373	1,21
FINISTERE	29	1 026 905	227 642	799 263	8	852 418	1,20
DROME	26	516 531	61 444	455 087	8	437 778	1,18

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NIEVRE	58	247 230	102 731	144 499	8	225 198	1,10
MARNE	51	586 017	51 708	534 309	7	565 229	1,04
MORBIHAN	56	666 968	4 537	662 431	13	643 873	1,04
SAVOIE	73	367 124	124 913	242 211	5	373 258	0,98
VIENNE	86	387 082	0	387 082	11	399 024	0,97
HAUTE-MARNE	52	188 881	0	188 881	5	194 873	0,97
VOSGES	88	362 919	12 120	350 799	4	380 952	0,95
HAUTE-SAONE	70	215 825	54 850	160 975	4	229 732	0,94
EURE-ET-LOIR	28	373 531	239 390	134 141	5	407 665	0,92
VENDEE	85	458 247	3 764	454 483	7	539 664	0,85
MAYENNE	53	235 921	0	235 921	7	285 338	0,83
NORD	59	2 084 907	716 937	1 367 970	30	2 555 020	0,82
LOIRE	42	590 574	133 100	457 474	6	728 524	0,81
DOUBS	25	390 245	0	390 245	7	499 062	0,78
CALVADOS	14	505 059	62 977	442 082	5	648 385	0,78
PUY-DE-DOME	63	460 057	0	460 057	4	604 266	0,76
INDRE-ET-LOIRE	37	415 922	5 500	410 422	5	554 003	0,75
SEINE-MARITIME	76	924 239	257 116	667 123	19	1 239 138	0,75
AUBE	10	208 426	53 457	154 969	4	292 131	0,71
SEINE-ET-MARNE	77	850 396	66 344	784 052	12	1 193 767	0,71
BAS-RHIN	67	728 706	413 292	315 414	11	1 026 120	0,71
ARIEGE	09	96 518	0	96 518	1	137 205	0,70
MAINE-ET-LOIRE	49	502 224	81 170	421 054	6	732 942	0,69
COTE-D'OR	21	316 326	0	316 326	8	506 755	0,62
HAUTS-DE-SEINE	92	875 807	421 144	454 663	9	1 428 881	0,61
ARDENNES	08	175 610	36 910	138 700	2	290 130	0,61
VAL-DE-MARNE	94	733 950	48 400	685 550	2	1 227 250	0,60
HERAULT	34	512 054	55 342	456 712	6	896 441	0,57
CHER	18	176 538	0	176 538	2	314 428	0,56
ISERE	38	609 900	278 967	330 933	10	1 094 006	0,56

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2008

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
PAS-DE-CALAIS	62	779 473	257 764	521 709	48	1 441 568	0,54
GARD	30	319 524	38 712	280 812	3	623 125	0,51
HAUTE-LOIRE	43	105 538	0	105 538	11	209 113	0,50
RHONE	69	792 363	321 697	470 666	12	1 578 869	0,50
GERS	32	85 340	0	85 340	1	172 335	0,50
SARTHE	72	233 929	0	233 929	3	529 851	0,44
EURE	27	208 766	0	208 766	5	541 054	0,39
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	52 203	12 500	39 703	3	139 561	0,37
HAUTES-PYRENEES	65	66 081	12 588	53 493	2	222 368	0,30
TARN-ET-GARONNE	82	60 420	0	60 420	3	206 034	0,29
YVELINES	78	352 713	19 900	332 813	5	1 354 304	0,26
SEINE-SAINT-DENIS	93	344 036	65 920	278 116	3	1 382 861	0,25
SAONE-ET-LOIRE	71	130 383	0	130 383	9	544 893	0,24
ALLIER	03	81 338	0	81 338	1	344 721	0,24
VAUCLUSE	84	106 295	0	106 295	1	499 685	0,21
AISNE	02	112 290	0	112 290	2	535 842	0,21
ALPES-MARITIMES	06	203 650	173 650	30 000	3	1 011 326	0,20
HAUTES-ALPES	05	24 432	19 908	4 524	2	121 419	0,20
LOIRET	45	120 739	12 350	108 389	3	618 126	0,20
REUNION	974	135 500	135 500	0	1	706 300	0,19
HAUT-RHIN	68	113 714	21 125	92 589	8	708 025	0,16
PYRENEES-ORIENTALES	66	56 655	8 118	48 537	2	392 803	0,14
AUDE	11	44 637	0	44 637	3	309 770	0,14
ESSONNE	91	160 246	7 100	153 146	2	1 134 238	0,14
TARN	81	33 237	0	33 237	4	343 402	0,10
HAUTE-GARONNE	31	100 768	0	100 768	6	1 046 338	0,10
VAL-D'OISE	95	103 287	103 287	0	8	1 105 464	0,09
CANTAL	15	11 114	0	11 114	2	150 778	0,07
BOUCHES-DU-RHONE	13	122 438	55 000	67 438	4	1 835 719	0,07

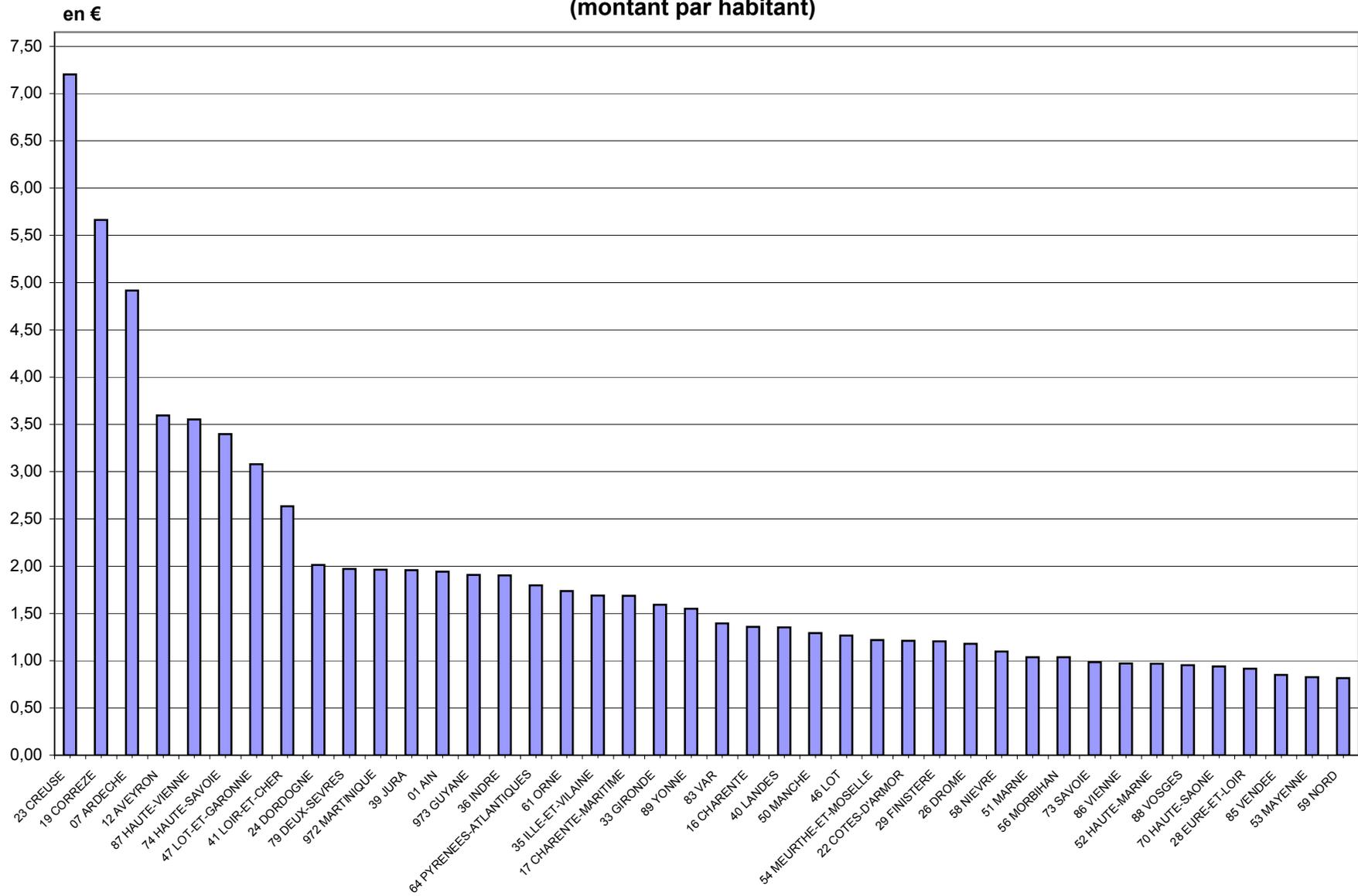
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION**

en 2008

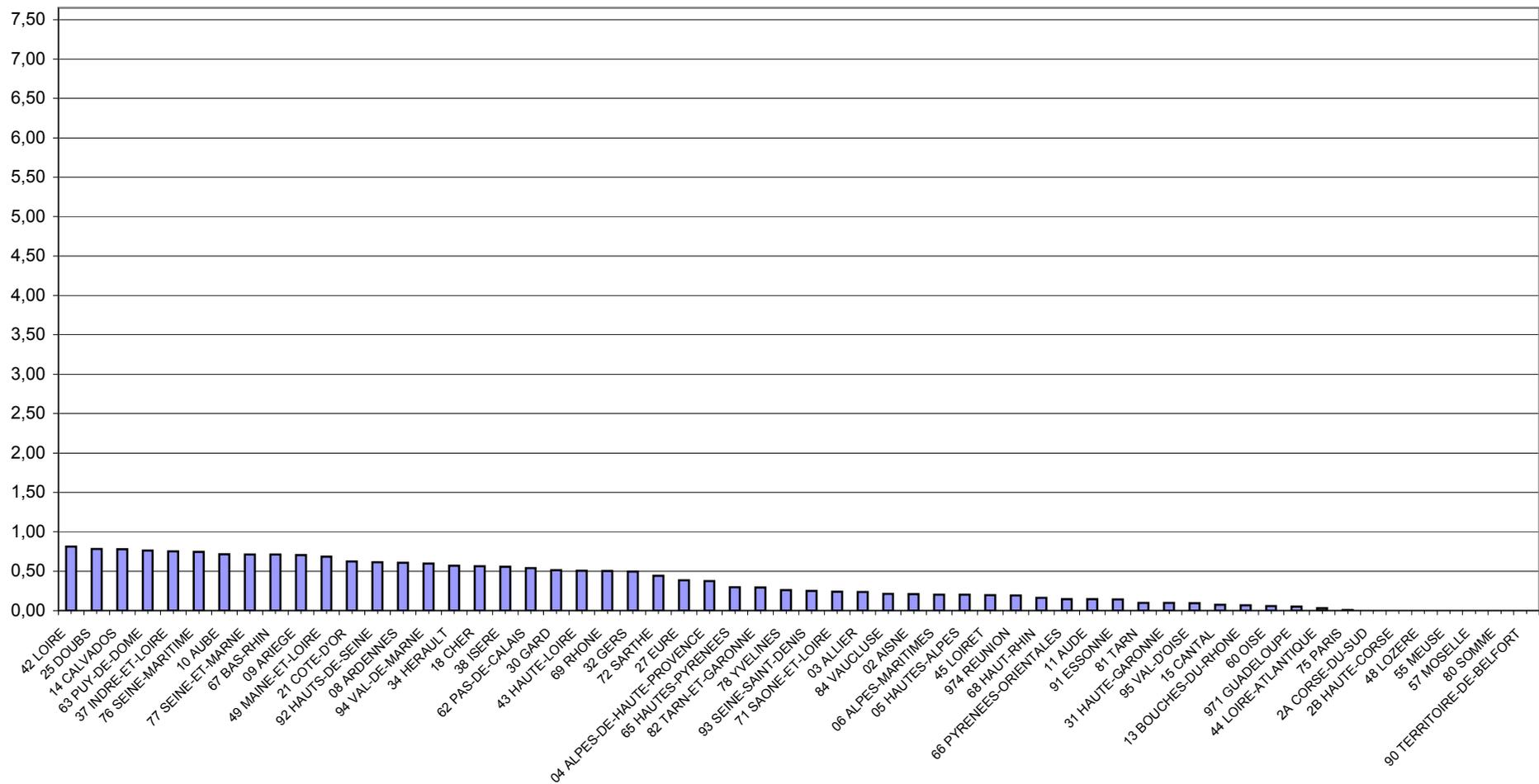
(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
OISE	60	44 444	29 444	15 000	4	766 441	0,06
GUADELOUPE	971	20 755	20 755	0	1	422 496	0,05
LOIRE-ATLANTIQUE	44	32 748	0	32 748	1	1 134 266	0,03
PARIS	75	12 500	12 500	0	1	2 125 246	0,01
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	0	0	0	0	141 603	0,00
LOZERE	48	0	0	0	0	73 09	5,00
MEUSE	55	0	0	0	0	192 198	0,00
MOSELLE	57	0	0	0	0	1 023 447	0,00
SOMME	80	0	0	0	0	555 551	0,00
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	0	0	0	0	137 408	0,00
TOTAL		47 215 264	9 624 533	37 590 731	747		

**Subventions FISAC
par département en 2008
(montant par habitant)**



**Subventions FISAC
par département en 2008
(montant par habitant)**



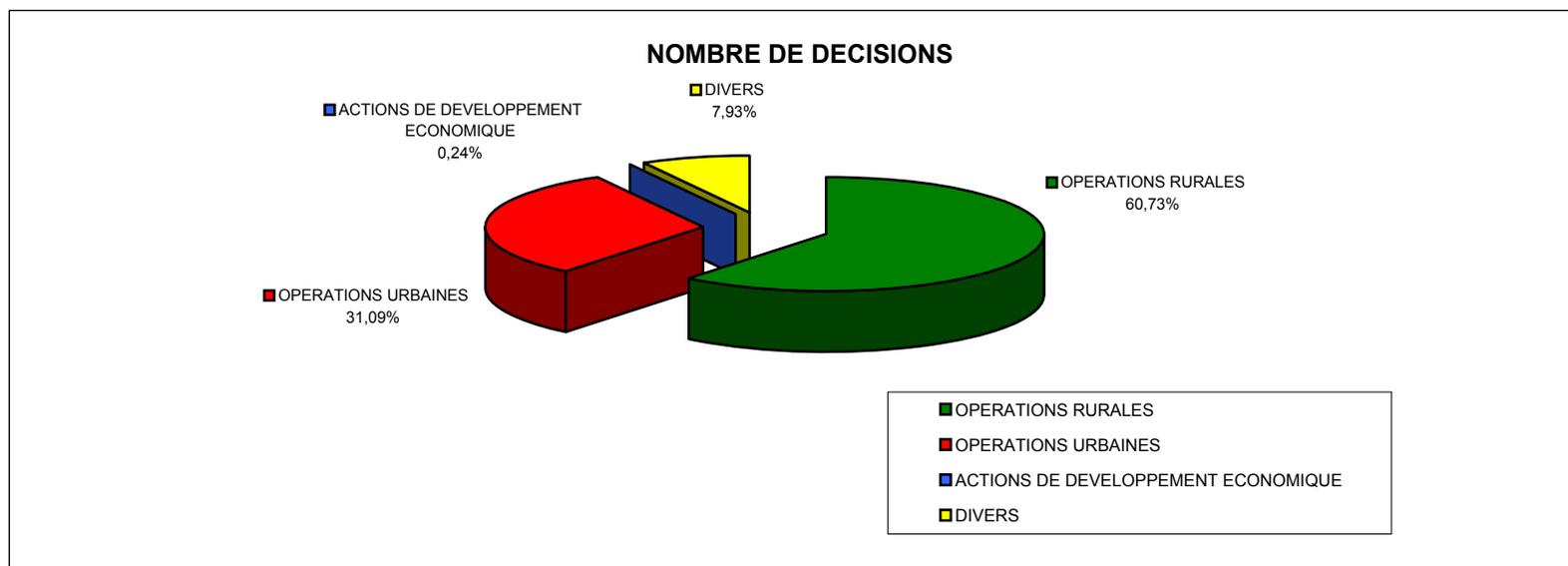
FISAC
Synthèses
1992-2008

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2008
(en euros)

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	7 516	41 052 298	223 019 088	264 071 386
OPERATIONS URBAINES	3 848	131 846 855	273 377 076	405 223 931
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	30	199 762 244	0	199 762 244
DIVERS	982	104 250 055	31 018 626	135 268 681
TOTAL	12 376	476 911 452	527 414 790	1 004 326 242

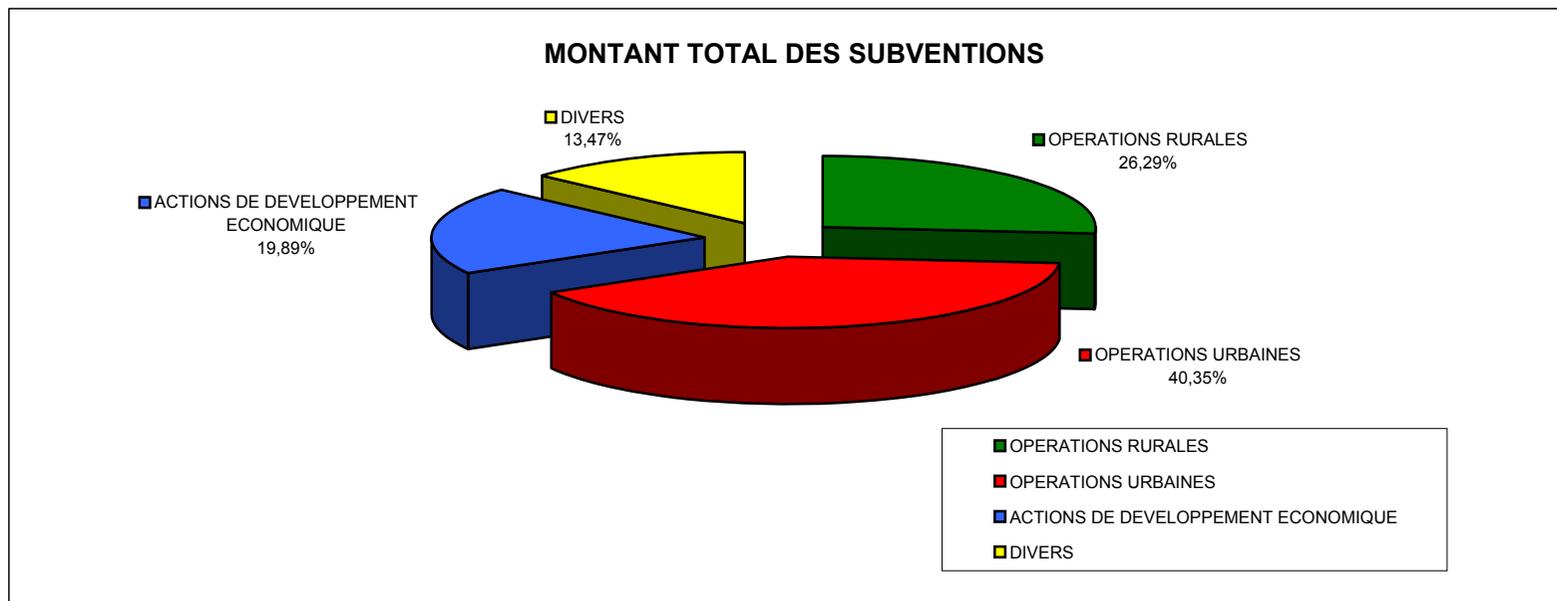
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2008
(nombre de décisions)

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	7 516
OPERATIONS URBAINES	3 848
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	30
DIVERS	982
TOTAL	12 376



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2008
(en euros)

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	264 071 386
OPERATIONS URBAINES	405 223 931
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	199 762 244
DIVERS	135 268 681
TOTAL	1 004 326 242



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
de 1992 à 2008**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002	103 640 567	26 752 369	76 888 198	3 987
Opérations exclusivement rurales à partir de 2003				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	87 259 757	0	87 259 757	2 553
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	48 716 569	13 579 293	35 137 276	322
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	12 412 813	101 705	12 311 108	275
HALLES ET MARCHES	2 994 949	47 100	2 947 849	70
Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002	209 545 980	82 710 721	126 835 259	2 364
Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003				
OPERATIONS URBAINES	163 380 396	50 564 334	112 816 062	1 109
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	7 452 626	1 956 887	5 495 739	36
HALLES ET MARCHES	21 549 314	1 803 861	19 745 453	192
Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002				
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 713 604	1 197 200	6 516 404	149
HALLES ET MARCHÉ(1)	17 081 313	1 142 570	15 938 743	343
Actions de développement économique	199 762 244	199 762 244	0	30
Divers jusqu'en 2002	54 341 887	26 958 102	27 383 785	465
Divers à partir de 2003				
ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES	54 467 393	54 467 393	0	33
AIDE AUX COMMERCANTS ET ARTISANS SINISTRES	13 594 040	13 594 040	0	25
BIENS CULTURELS	3 852 842	280 726	3 572 116	158
ETUDES	3 833 174	3 770 394	62 780	300
ETUDE D'EVALUATION DES OPERATIONS FISAC	179 400	179 400	0	1
TOTAL	1 004 326 242	476 911 452	527 414 790	12 376

(1) Opération classée sous une rubrique distincte (HM) de 1992 à 1999 puis enregistrée en opération rurale ou en opération urbaine à partir du 21,06,1999.

Présentation
par
région

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008
(classement alphabétique)

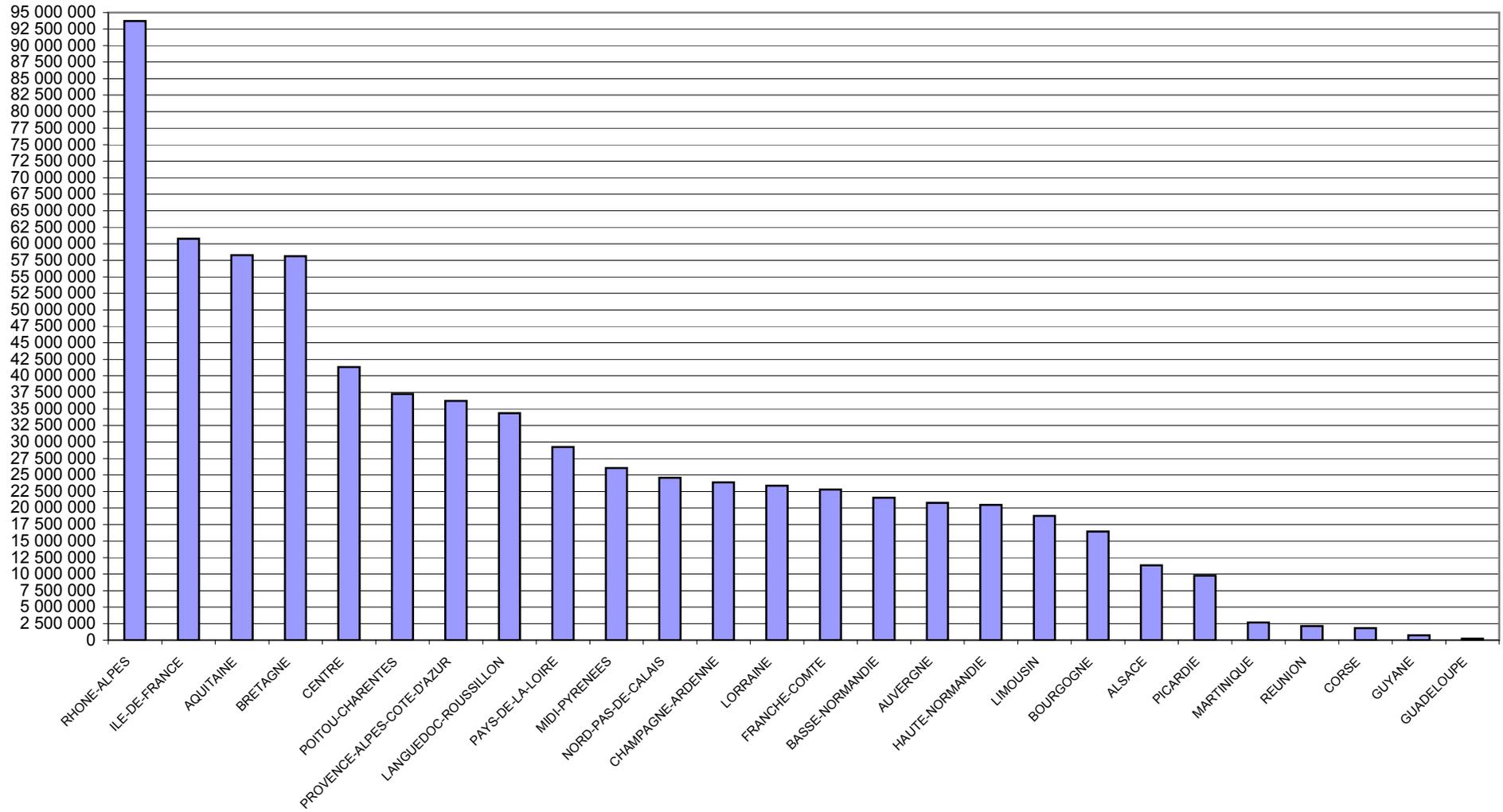
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	11 332 992	2 782 512	8 550 480	229	1 734 145	6,54
AQUITAINE	58 290 902	13 219 653	45 071 249	1 041	2 908 359	20,04
AUVERGNE	20 795 426	7 744 135	13 051 291	492	1 308 878	15,89
BASSE-NORMANDIE	21 575 370	3 807 811	17 767 559	468	1 422 193	15,17
BOURGOGNE	16 451 661	3 041 471	13 410 190	475	1 610 067	10,22
BRETAGNE	58 132 387	16 267 543	41 864 844	933	2 906 197	20,00
CENTRE	41 328 146	10 879 482	30 448 664	657	2 440 329	16,94
CHAMPAGNE-ARDENNE	23 872 052	8 274 523	15 597 529	293	1 342 363	17,78
CORSE	1 841 113	1 199 262	641 851	23	260 196	7,08
FRANCHE-COMTE	22 811 221	6 014 982	16 796 239	604	1 117 059	20,42
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
HAUTE-NORMANDIE	20 454 603	4 177 642	16 276 961	331	1 780 192	11,49
ILE-DE-FRANCE	60 778 164	12 346 396	48 431 768	767	10 952 011	5,55
LANGUEDOC-ROUSSILLON	34 342 946	5 371 133	28 971 813	413	2 295 648	14,96
LIMOUSIN	18 799 476	4 489 760	14 309 716	374	710 939	26,44
LORRAINE	23 382 130	6 996 475	16 385 655	279	2 310 376	10,12
MARTINIQUE	2 663 726	1 171 444	1 492 282	28	381 427	6,98
MIDI-PYRENEES	26 043 860	7 325 229	18 718 631	609	2 551 687	10,21
NORD-PAS-DE-CALAIS	24 564 796	9 405 680	15 159 116	454	3 996 588	6,15
PAYS-DE-LA-LOIRE	29 255 928	5 758 394	23 497 534	632	3 222 061	9,08
PICARDIE	9 762 223	2 153 671	7 608 552	213	1 857 481	5,26
POITOU-CHARENTES	37 265 356	5 847 229	31 418 127	905	1 640 068	22,72
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	36 218 688	14 372 677	21 846 011	461	4 506 151	8,04
REUNION	2 138 636	707 176	1 431 460	16	705 100	3,03
RHONE-ALPES	93 738 346	29 543 473	64 194 870	1 496	5 645 407	16,60
TOTAL	696 782 895	183 107 443	513 675 452	12 206		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008
(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	93 738 346	29 543 473	64 194 870	1 496	5 645 407	16,60
ILE-DE-FRANCE	60 778 164	12 346 396	48 431 768	767	10 952 011	5,55
AQUITAINE	58 290 902	13 219 653	45 071 249	1 041	2 908 359	20,04
BRETAGNE	58 132 387	16 267 543	41 864 844	933	2 906 197	20,00
CENTRE	41 328 146	10 879 482	30 448 664	657	2 440 329	16,94
POITOU-CHARENTES	37 265 356	5 847 229	31 418 127	905	1 640 068	22,72
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	36 218 688	14 372 677	21 846 011	461	4 506 151	8,04
LANGUEDOC-ROUSSILLON	34 342 946	5 371 133	28 971 813	413	2 295 648	14,96
PAYS-DE-LA-LOIRE	29 255 928	5 758 394	23 497 534	632	3 222 061	9,08
MIDI-PYRENEES	26 043 860	7 325 229	18 718 631	609	2 551 687	10,21
NORD-PAS-DE-CALAIS	24 564 796	9 405 680	15 159 116	454	3 996 588	6,15
CHAMPAGNE-ARDENNE	23 872 052	8 274 523	15 597 529	293	1 342 363	17,78
LORRAINE	23 382 130	6 996 475	16 385 655	279	2 310 376	10,12
FRANCHE-COMTE	22 811 221	6 014 982	16 796 239	604	1 117 059	20,42
BASSE-NORMANDIE	21 575 370	3 807 811	17 767 559	468	1 422 193	15,17
AUVERGNE	20 795 426	7 744 135	13 051 291	492	1 308 878	15,89
HAUTE-NORMANDIE	20 454 603	4 177 642	16 276 961	331	1 780 192	11,49
LIMOUSIN	18 799 476	4 489 760	14 309 716	374	710 939	26,44
BOURGOGNE	16 451 661	3 041 471	13 410 190	475	1 610 067	10,22
ALSACE	11 332 992	2 782 512	8 550 480	229	1 734 145	6,54
PICARDIE	9 762 223	2 153 671	7 608 552	213	1 857 481	5,26
MARTINIQUE	2 663 726	1 171 444	1 492 282	28	381 427	6,98
REUNION	2 138 636	707 176	1 431 460	16	705 100	3,03
CORSE	1 841 113	1 199 262	641 851	23	260 196	7,08
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
TOTAL	696 782 895	183 107 443	513 675 452	12 206		

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région de 1992 à 2008
(en euros)**

en €

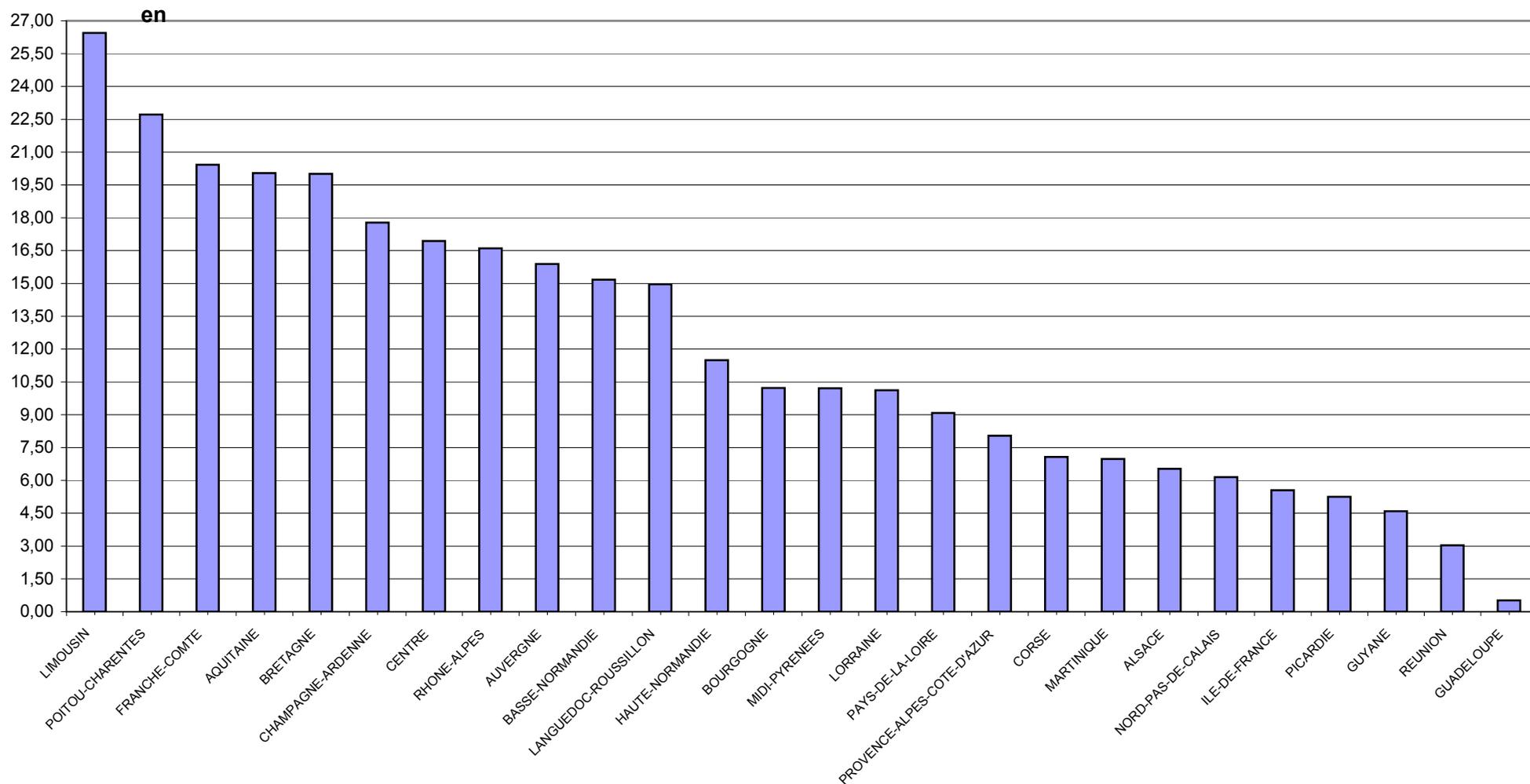


REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	18 799 476	4 489 760	14 309 716	374	710 939	26,44
POITOU-CHARENTES	37 265 356	5 847 229	31 418 127	905	1 640 068	22,72
FRANCHE-COMTE	22 811 221	6 014 982	16 796 239	604	1 117 059	20,42
AQUITAINE	58 290 902	13 219 653	45 071 249	1 041	2 908 359	20,04
BRETAGNE	58 132 387	16 267 543	41 864 844	933	2 906 197	20,00
CHAMPAGNE-ARDENNE	23 872 052	8 274 523	15 597 529	293	1 342 363	17,78
CENTRE	41 328 146	10 879 482	30 448 664	657	2 440 329	16,94
RHONE-ALPES	93 738 346	29 543 473	64 194 870	1 496	5 645 407	16,60
AUVERGNE	20 795 426	7 744 135	13 051 291	492	1 308 878	15,89
BASSE-NORMANDIE	21 575 370	3 807 811	17 767 559	468	1 422 193	15,17
LANGUEDOC-ROUSSILLON	34 342 946	5 371 133	28 971 813	413	2 295 648	14,96
HAUTE-NORMANDIE	20 454 603	4 177 642	16 276 961	331	1 780 192	11,49
BOURGOGNE	16 451 661	3 041 471	13 410 190	475	1 610 067	10,22
MIDI-PYRENEES	26 043 860	7 325 229	18 718 631	609	2 551 687	10,21
LORRAINE	23 382 130	6 996 475	16 385 655	279	2 310 376	10,12
PAYS-DE-LA-LOIRE	29 255 928	5 758 394	23 497 534	632	3 222 061	9,08
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	36 218 688	14 372 677	21 846 011	461	4 506 151	8,04
CORSE	1 841 113	1 199 262	641 851	23	260 196	7,08
MARTINIQUE	2 663 726	1 171 444	1 492 282	28	381 427	6,98
ALSACE	11 332 992	2 782 512	8 550 480	229	1 734 145	6,54
NORD-PAS-DE-CALAIS	24 564 796	9 405 680	15 159 116	454	3 996 588	6,15
ILE-DE-FRANCE	60 778 164	12 346 396	48 431 768	767	10 952 011	5,55
PICARDIE	9 762 223	2 153 671	7 608 552	213	1 857 481	5,26
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
REUNION	2 138 636	707 176	1 431 460	16	705 100	3,03
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
TOTAL	696 782 895	183 107 443	513 675 452	12 206		

**Subventions FISAC
par région de 1992 à 2008
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	12 182 344	2 239 197	9 943 147	277	515 270	23,64
AISNE	02	4 670 366	976 694	3 693 672	87	535 842	8,72
ALLIER	03	3 362 250	825 361	2 536 889	59	344 721	9,75
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 431 486	583 790	847 696	42	139 561	10,26
HAUTES-ALPES	05	2 653 807	1 075 910	1 577 897	53	121 419	21,86
ALPES-MARITIMES	06	6 919 734	2 890 480	4 029 254	75	1 011 326	6,84
ARDECHE	07	12 545 593	2 598 753	9 946 840	254	286 023	43,86
ARDENNES	08	5 894 513	2 073 972	3 820 541	83	290 130	20,32
ARIEGE	09	3 879 995	1 692 746	2 187 249	65	137 205	28,28
AUBE	10	3 723 587	1 453 694	2 269 893	51	292 131	12,75
AUDE	11	3 322 310	811 037	2 511 273	78	309 770	10,73
AVEYRON	12	5 128 001	1 056 801	4 071 200	123	263 808	19,44
BOUCHES-DU-RHONE	13	9 855 943	4 558 662	5 297 281	106	1 835 719	5,37
CALVADOS	14	8 758 099	1 695 146	7 062 953	132	648 385	13,51
CANTAL	15	2 772 476	613 584	2 158 892	139	150 778	18,39
CHARENTE	16	8 087 282	1 400 580	6 686 702	204	339 628	23,81
CHARENTE-MARITIME	17	14 909 970	2 148 652	12 761 318	330	557 024	26,77
CHER	18	3 568 586	914 428	2 654 158	62	314 428	11,35
CORREZE	19	6 989 236	1 573 482	5 415 754	146	232 576	30,05
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
HAUTE-CORSE	2B	1 417 810	775 959	641 851	17	141 603	10,01
COTE-D'OR	21	6 373 282	1 393 213	4 980 069	133	506 755	12,58
COTES-D'ARMOR	22	8 630 989	2 307 712	6 323 277	181	542 373	15,91
CREUSE	23	5 825 887	1 363 922	4 461 965	100	124 470	46,81
DORDOGNE	24	10 986 143	2 046 773	8 939 370	254	388 293	28,29
DOUBS	25	8 652 555	1 779 269	6 873 286	244	499 062	17,34
DROME	26	14 237 199	5 854 665	8 382 534	212	437 778	32,52
EURE	27	7 102 420	1 000 933	6 101 487	117	541 054	13,13
EURE-ET-LOIR	28	5 933 031	1 889 786	4 043 245	90	407 665	14,55

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
FINISTERE	29	16 839 289	5 228 111	11 611 178	231	852 418	19,75
GARD	30	7 246 901	2 170 184	5 076 717	100	623 125	11,63
HAUTE-GARONNE	31	3 802 723	1 393 928	2 408 795	80	1 046 338	3,63
GERS	32	2 178 868	710 052	1 468 816	53	172 335	12,64
GIRONDE	33	15 678 954	3 864 892	11 814 062	231	1 287 334	12,18
HERAULT	34	6 593 239	745 781	5 847 458	113	896 441	7,35
ILLE-ET-VILAINE	35	17 564 826	4 242 357	13 322 469	280	867 533	20,25
INDRE	36	5 751 906	1 267 078	4 484 828	107	231 139	24,89
INDRE-ET-LOIRE	37	10 919 230	2 774 316	8 144 914	154	554 003	19,71
ISERE	38	13 280 423	5 263 074	8 017 349	224	1 094 006	12,14
JURA	39	7 233 965	1 634 967	5 598 998	159	250 857	28,84
LANDES	40	10 499 303	2 364 698	8 134 605	203	327 334	32,08
LOIR-ET-CHER	41	7 400 316	1 675 027	5 725 289	138	314 968	23,50
LOIRE	42	12 035 530	4 175 981	7 859 549	146	728 524	16,52
HAUTE-LOIRE	43	5 451 351	1 193 647	4 257 704	155	209 113	26,07
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 140 998	1 683 295	5 457 703	114	1 134 266	6,30
LOIRET	45	7 261 707	1 898 228	5 363 479	98	618 126	11,75
LOT	46	3 113 602	303 498	2 810 104	74	160 197	19,44
LOT-ET-GARONNE	47	7 535 362	1 671 100	5 864 262	148	305 380	24,68
LOZERE	48	914 121	377 720	536 401	23	73 509	12,44
MAINE-ET-LOIRE	49	6 624 558	1 402 909	5 221 649	161	732 942	9,04
MANCHE	50	5 335 152	671 656	4 663 496	142	481 471	11,08
MARNE	51	12 546 455	7 108 881	5 437 574	92	565 229	22,20
HAUTE-MARNE	52	5 107 497	1 237 976	3 869 521	67	194 873	26,21
MAYENNE	53	3 741 564	561 268	3 180 296	94	285 338	13,11
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	7 159 062	2 871 210	4 287 852	85	713 779	10,03
MEUSE	55	4 010 360	776 311	3 234 049	57	192 198	20,87
MORBIHAN	56	14 174 046	3 568 099	10 605 947	238	643 873	22,01
MOSELLE	57	7 935 360	2 374 313	5 561 047	81	1 023 447	7,75
NIEVRE	58	2 793 952	550 979	2 242 973	89	225 198	12,41

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NORD	59	11 280 396	4 927 293	6 353 103	155	2 555 020	4,41
OISE	60	3 604 887	785 729	2 819 158	85	766 441	4,70
ORNE	61	6 923 035	1 075 132	5 847 903	191	292 337	23,68
PAS-DE-CALAIS	62	13 234 399	4 478 387	8 756 012	299	1 441 568	9,18
PUY-DE-DOME	63	5 611 491	2 268 040	3 343 451	119	604 266	9,29
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	13 508 371	3 189 421	10 318 950	180	600 018	22,51
HAUTES-PYRENEES	65	2 406 704	528 891	1 877 813	44	222 368	10,82
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 959 143	966 497	2 992 646	92	392 803	10,08
BAS-RHIN	67	6 396 103	1 944 131	4 451 972	123	1 026 120	6,23
HAUT-RHIN	68	4 906 639	808 131	4 098 508	104	708 025	6,93
RHONE	69	13 304 388	5 018 123	8 286 265	192	1 578 869	8,43
HAUTE-SAONE	70	6 070 106	1 637 001	4 433 105	169	229 732	26,42
SAONE-ET-LOIRE	71	4 109 220	744 409	3 364 811	131	544 893	7,54
SARTHE	72	4 498 669	489 149	4 009 520	127	529 851	8,49
SAVOIE	73	7 945 650	2 327 771	5 617 879	92	373 258	21,29
HAUTE-SAVOIE	74	6 392 094	2 050 668	4 341 426	99	631 679	10,12
PARIS	75	1 103 498	450 693	652 805	20	2 125 246	0,52
SEINE-MARITIME	76	13 352 183	3 176 709	10 175 474	214	1 239 138	10,78
SEINE-ET-MARNE	77	10 612 514	1 876 385	8 736 129	172	1 193 767	8,89
YVELINES	78	9 190 218	1 938 631	7 251 587	117	1 354 304	6,79
DEUX-SEVRES	79	7 486 984	1 283 655	6 203 329	165	344 392	21,74
SOMME	80	1 486 971	391 248	1 095 723	41	555 551	2,68
TARN	81	3 599 947	1 040 368	2 559 579	99	343 402	10,48
TARN-ET-GARONNE	82	1 859 320	524 245	1 335 075	62	206 034	9,02
VAR	83	8 962 665	3 320 348	5 642 317	109	898 441	9,98
VAUCLUSE	84	6 304 214	1 852 551	4 451 663	75	499 685	12,62
VENDEE	85	7 065 121	1 436 755	5 628 366	131	539 664	13,09
Vienne	86	6 544 660	930 531	5 614 129	204	399 024	16,40
HAUTE-VIENNE	87	5 653 629	1 211 632	4 441 997	126	353 893	15,98
VOSGES	88	4 123 610	820 821	3 302 789	54	380 952	10,82

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
YONNE	89	4 241 169	684 941	3 556 228	121	333 221	12,73
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 604 442	713 730	890 712	29	137 408	11,68
ESSONNE	91	8 071 134	1 045 889	7 025 245	110	1 134 238	7,12
HAUTS-DE-SEINE	92	8 931 571	2 913 087	6 018 484	74	1 428 881	6,25
SEINE-SAINT-DENIS	93	7 079 368	1 028 522	6 050 846	84	1 382 861	5,12
VAL-DE-MARNE	94	6 740 217	1 135 799	5 604 418	60	1 227 250	5,49
VAL-D'OISE	95	8 893 885	1 801 511	7 092 374	126	1 105 464	8,05
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
MARTINIQUE	972	2 706 882	1 171 444	1 535 438	29	381 427	7,10
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
REUNION	974	2 214 136	748 226	1 465 910	17	706 300	3,13
TOTAL		681 031 199	180 726 223	500 304 976	12 111		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ILLE-ET-VILAINE	35	17 564 826	4 242 357	13 322 469	280	344 392	51,00
FINISTERE	29	16 839 289	5 228 111	11 611 178	231	339 628	49,58
GIRONDE	33	15 678 954	3 864 892	11 814 062	231	623 125	25,16
CHARENTE-MARITIME	17	14 909 970	2 148 652	12 761 318	330	327 334	45,55
DROME	26	14 237 199	5 854 665	8 382 534	212	1 023 447	13,91
MORBIHAN	56	14 174 046	3 568 099	10 605 947	238	231 139	61,32
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	13 508 371	3 189 421	10 318 950	180	529 851	25,49
SEINE-MARITIME	76	13 352 183	3 176 709	10 175 474	214	292 131	45,71
RHONE	69	13 304 388	5 018 123	8 286 265	192	392 803	33,87
ISERE	38	13 280 423	5 263 074	8 017 349	224	1 011 326	13,13
PAS-DE-CALAIS	62	13 234 399	4 478 387	8 756 012	299	535 842	24,70
MARNE	51	12 546 455	7 108 881	5 437 574	92	290 130	43,24
ARDECHE	07	12 545 593	2 598 753	9 946 840	254	1 094 006	11,47
AIN	01	12 182 344	2 239 197	9 943 147	277	867 533	14,04
LOIRE	42	12 035 530	4 175 981	7 859 549	146	292 337	41,17
NORD	59	11 280 396	4 927 293	6 353 103	155	194 873	57,89
DORDOGNE	24	10 986 143	2 046 773	8 939 370	254	1 428 881	7,69
INDRE-ET-LOIRE	37	10 919 230	2 774 316	8 144 914	154	1 382 861	7,90
SEINE-ET-MARNE	77	10 612 514	1 876 385	8 736 129	172	285 338	37,19
LANDES	40	10 499 303	2 364 698	8 134 605	203	305 380	34,38
BOUCHES-DU-RHONE	13	9 855 943	4 558 662	5 297 281	106	728 524	13,53
YVELINES	78	9 190 218	1 938 631	7 251 587	117	314 428	29,23
VAR	83	8 962 665	3 320 348	5 642 317	109	121 419	73,82
HAUTS-DE-SEINE	92	8 931 571	2 913 087	6 018 484	74	141 603	63,07
VAL-D'OISE	95	8 893 885	1 801 511	7 092 374	126	2 125 246	4,18
CALVADOS	14	8 758 099	1 695 146	7 062 953	132	515 270	17,00
DOUBS	25	8 652 555	1 779 269	6 873 286	244	542 373	15,95
COTES-D'ARMOR	22	8 630 989	2 307 712	6 323 277	181	499 062	17,29
CHARENTE	16	8 087 282	1 400 580	6 686 702	204	388 293	20,83
ESSONNE	91	8 071 134	1 045 889	7 025 245	110	555 551	14,53

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SAVOIE	73	7 945 650	2 327 771	5 617 879	92	1 046 338	7,59
MOSELLE	57	7 935 360	2 374 313	5 561 047	81	604 266	13,13
LOT-ET-GARONNE	47	7 535 362	1 671 100	5 864 262	148	896 441	8,41
DEUX-SEVRES	79	7 486 984	1 283 655	6 203 329	165	344 721	21,72
LOIR-ET-CHER	41	7 400 316	1 675 027	5 725 289	138	314 968	23,50
LOIRET	45	7 261 707	1 898 228	5 363 479	98	399 024	18,20
GARD	30	7 246 901	2 170 184	5 076 717	100	373 258	19,42
JURA	39	7 233 965	1 634 967	5 598 998	159	539 664	13,40
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	7 159 062	2 871 210	4 287 852	85	407 665	17,56
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 140 998	1 683 295	5 457 703	114	499 685	14,29
EURE	27	7 102 420	1 000 933	6 101 487	117	1 134 238	6,26
SEINE-SAINT-DENIS	93	7 079 368	1 028 522	6 050 846	84	139 561	50,73
VENDEE	85	7 065 121	1 436 755	5 628 366	131	222 368	31,77
CORREZE	19	6 989 236	1 573 482	5 415 754	146	1 835 719	3,81
ORNE	61	6 923 035	1 075 132	5 847 903	191	481 471	14,38
ALPES-MARITIMES	06	6 919 734	2 890 480	4 029 254	75	643 873	10,75
VAL-DE-MARNE	94	6 740 217	1 135 799	5 604 418	60	286 023	23,57
MAINE-ET-LOIRE	49	6 624 558	1 402 909	5 221 649	161	1 227 250	5,40
HERAULT	34	6 593 239	745 781	5 847 458	113	541 054	12,19
VIENNE	86	6 544 660	930 531	5 614 129	204	172 335	37,98
BAS-RHIN	67	6 396 103	1 944 131	4 451 972	123	192 198	33,28
HAUTE-SAVOIE	74	6 392 094	2 050 668	4 341 426	99	343 402	18,61
COTE-D'OR	21	6 373 282	1 393 213	4 980 069	133	1 105 464	5,77
VAUCLUSE	84	6 304 214	1 852 551	4 451 663	75	225 198	27,99
HAUTE-SAONE	70	6 070 106	1 637 001	4 433 105	169	137 205	44,24
EURE-ET-LOIR	28	5 933 031	1 889 786	4 043 245	90	898 441	6,60
ARDENNES	08	5 894 513	2 073 972	3 820 541	83	1 578 869	3,73
CREUSE	23	5 825 887	1 363 922	4 461 965	100	648 385	8,99
INDRE	36	5 751 906	1 267 078	4 484 828	107	250 857	22,93
HAUTE-VIENNE	87	5 653 629	1 211 632	4 441 997	126	706 300	8,00

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008
(classement par montant de subvention)

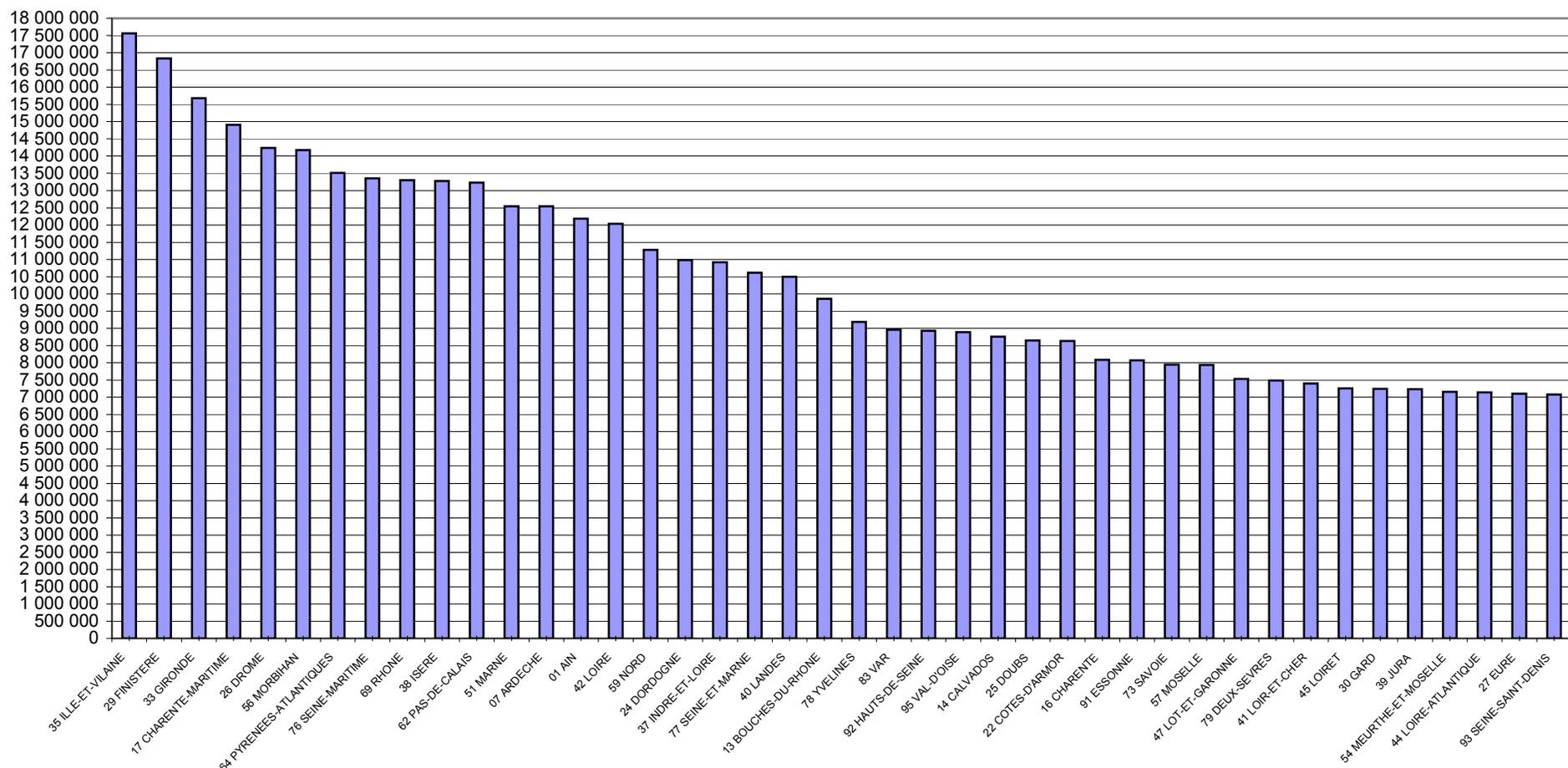
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
PUY-DE-DOME	63	5 611 491	2 268 040	3 343 451	119	353 893	15,86
HAUTE-LOIRE	43	5 451 351	1 193 647	4 257 704	155	713 779	7,64
MANCHE	50	5 335 152	671 656	4 663 496	142	229 732	23,22
AVEYRON	12	5 128 001	1 056 801	4 071 200	123	565 229	9,07
HAUTE-MARNE	52	5 107 497	1 237 976	3 869 521	67	232 576	21,96
HAUT-RHIN	68	4 906 639	808 131	4 098 508	104	544 893	9,00
AISNE	02	4 670 366	976 694	3 693 672	87	852 418	5,48
SARTHE	72	4 498 669	489 149	4 009 520	127	333 221	13,50
YONNE	89	4 241 169	684 941	3 556 228	121	206 034	20,58
VOSGES	88	4 123 610	820 821	3 302 789	54	381 427	10,81
SAONE-ET-LOIRE	71	4 109 220	744 409	3 364 811	131	380 952	10,79
MEUSE	55	4 010 360	776 311	3 234 049	57	209 113	19,18
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 959 143	966 497	2 992 646	92	263 808	15,01
ARIEGE	09	3 879 995	1 692 746	2 187 249	65	1 441 568	2,69
HAUTE-GARONNE	31	3 802 723	1 393 928	2 408 795	80	618 126	6,15
MAYENNE	53	3 741 564	561 268	3 180 296	94	1 026 120	3,65
AUBE	10	3 723 587	1 453 694	2 269 893	51	600 018	6,21
OISE	60	3 604 887	785 729	2 819 158	85	708 025	5,09
TARN	81	3 599 947	1 040 368	2 559 579	99	160 197	22,47
CHER	18	3 568 586	914 428	2 654 158	62	1 193 767	2,99
ALLIER	03	3 362 250	825 361	2 536 889	59	557 024	6,04
AUDE	11	3 322 310	811 037	2 511 273	78	1 239 138	2,68
LOT	46	3 113 602	303 498	2 810 104	74	732 942	4,25
NIEVRE	58	2 793 952	550 979	2 242 973	89	124 470	22,45
CANTAL	15	2 772 476	613 584	2 158 892	139	554 003	5,00
MARTINIQUE	972	2 706 882	1 171 444	1 535 438	29	118 593	22,82
HAUTES-ALPES	05	2 653 807	1 075 910	1 577 897	53	1 287 334	2,06
HAUTES-PYRENEES	65	2 406 704	528 891	1 877 813	44	631 679	3,81
REUNION	974	2 214 136	748 226	1 465 910	17	422 496	5,24
GERS	32	2 178 868	710 052	1 468 816	53	1 134 266	1,92

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
TARN-ET-GARONNE	82	1 859 320	524 245	1 335 075	62	150 778	12,33
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 604 442	713 730	890 712	29	137 408	11,68
SOMME	80	1 486 971	391 248	1 095 723	41	309 770	4,80
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 431 486	583 790	847 696	42	437 778	3,27
HAUTE-CORSE	2B	1 417 810	775 959	641 851	17	1 354 304	1,05
PARIS	75	1 103 498	450 693	652 805	20	766 441	1,44
LOZERE	48	914 121	377 720	536 401	23	506 755	1,80
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	2 555 020	0,17
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	73 509	3,01
TOTAL		681 031 199	180 726 223	500 304 976	12 111		

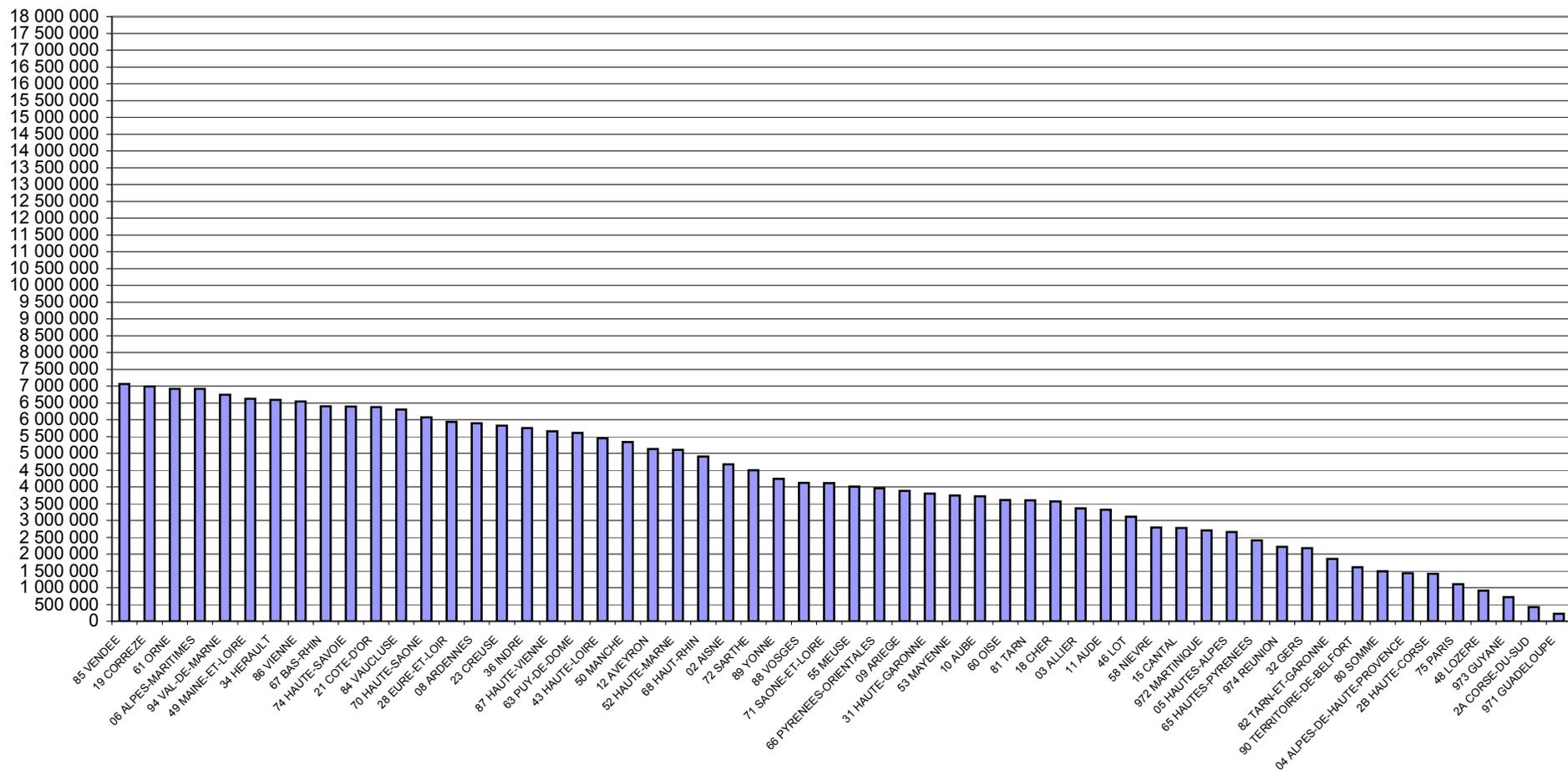
**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2008
(en euros)**

en €



Montant cumulé des subventions FISAC par département de 1992 à 2008 (en euros)

en €



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	5 825 887	1 363 922	4 461 965	100	124 470	46,81
ARDECHE	07	12 545 593	2 598 753	9 946 840	254	286 023	43,86
DROME	26	14 237 199	5 854 665	8 382 534	212	437 778	32,52
LANDES	40	10 499 303	2 364 698	8 134 605	203	327 334	32,08
CORREZE	19	6 989 236	1 573 482	5 415 754	146	232 576	30,05
JURA	39	7 233 965	1 634 967	5 598 998	159	250 857	28,84
DORDOGNE	24	10 986 143	2 046 773	8 939 370	254	388 293	28,29
ARIEGE	09	3 879 995	1 692 746	2 187 249	65	137 205	28,28
CHARENTE-MARITIME	17	14 909 970	2 148 652	12 761 318	330	557 024	26,77
HAUTE-SAONE	70	6 070 106	1 637 001	4 433 105	169	229 732	26,42
HAUTE-MARNE	52	5 107 497	1 237 976	3 869 521	67	194 873	26,21
HAUTE-LOIRE	43	5 451 351	1 193 647	4 257 704	155	209 113	26,07
INDRE	36	5 751 906	1 267 078	4 484 828	107	231 139	24,89
LOT-ET-GARONNE	47	7 535 362	1 671 100	5 864 262	148	305 380	24,68
CHARENTE	16	8 087 282	1 400 580	6 686 702	204	339 628	23,81
ORNE	61	6 923 035	1 075 132	5 847 903	191	292 337	23,68
AIN	01	12 182 344	2 239 197	9 943 147	277	515 270	23,64
LOIR-ET-CHER	41	7 400 316	1 675 027	5 725 289	138	314 968	23,50
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	13 508 371	3 189 421	10 318 950	180	600 018	22,51
MARNE	51	12 546 455	7 108 881	5 437 574	92	565 229	22,20
MORBIHAN	56	14 174 046	3 568 099	10 605 947	238	643 873	22,01
HAUTES-ALPES	05	2 653 807	1 075 910	1 577 897	53	121 419	21,86
DEUX-SEVRES	79	7 486 984	1 283 655	6 203 329	165	344 392	21,74
SAVOIE	73	7 945 650	2 327 771	5 617 879	92	373 258	21,29
MEUSE	55	4 010 360	776 311	3 234 049	57	192 198	20,87
ARDENNES	08	5 894 513	2 073 972	3 820 541	83	290 130	20,32
ILLE-ET-VILAINE	35	17 564 826	4 242 357	13 322 469	280	867 533	20,25
FINISTERE	29	16 839 289	5 228 111	11 611 178	231	852 418	19,75
INDRE-ET-LOIRE	37	10 919 230	2 774 316	8 144 914	154	554 003	19,71
AVEYRON	12	5 128 001	1 056 801	4 071 200	123	263 808	19,44
LOT	46	3 113 602	303 498	2 810 104	74	160 197	19,44

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CANTAL	15	2 772 476	613 584	2 158 892	139	150 778	18,39
DOUBS	25	8 652 555	1 779 269	6 873 286	244	499 062	17,34
LOIRE	42	12 035 530	4 175 981	7 859 549	146	728 524	16,52
VIENNE	86	6 544 660	930 531	5 614 129	204	399 024	16,40
HAUTE-VIENNE	87	5 653 629	1 211 632	4 441 997	126	353 893	15,98
COTES-D'ARMOR	22	8 630 989	2 307 712	6 323 277	181	542 373	15,91
EURE-ET-LOIR	28	5 933 031	1 889 786	4 043 245	90	407 665	14,55
CALVADOS	14	8 758 099	1 695 146	7 062 953	132	648 385	13,51
EURE	27	7 102 420	1 000 933	6 101 487	117	541 054	13,13
MAYENNE	53	3 741 564	561 268	3 180 296	94	285 338	13,11
VENDEE	85	7 065 121	1 436 755	5 628 366	131	539 664	13,09
AUBE	10	3 723 587	1 453 694	2 269 893	51	292 131	12,75
YONNE	89	4 241 169	684 941	3 556 228	121	333 221	12,73
GERS	32	2 178 868	710 052	1 468 816	53	172 335	12,64
VAUCLUSE	84	6 304 214	1 852 551	4 451 663	75	499 685	12,62
COTE-D'OR	21	6 373 282	1 393 213	4 980 069	133	506 755	12,58
LOZERE	48	914 121	377 720	536 401	23	73 509	12,44
NIEVRE	58	2 793 952	550 979	2 242 973	89	225 198	12,41
GIRONDE	33	15 678 954	3 864 892	11 814 062	231	1 287 334	12,18
ISERE	38	13 280 423	5 263 074	8 017 349	224	1 094 006	12,14
LOIRET	45	7 261 707	1 898 228	5 363 479	98	618 126	11,75
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 604 442	713 730	890 712	29	137 408	11,68
GARD	30	7 246 901	2 170 184	5 076 717	100	623 125	11,63
CHER	18	3 568 586	914 428	2 654 158	62	314 428	11,35
MANCHE	50	5 335 152	671 656	4 663 496	142	481 471	11,08
VOSGES	88	4 123 610	820 821	3 302 789	54	380 952	10,82
HAUTES-PYRENEES	65	2 406 704	528 891	1 877 813	44	222 368	10,82
SEINE-MARITIME	76	13 352 183	3 176 709	10 175 474	214	1 239 138	10,78
AUDE	11	3 322 310	811 037	2 511 273	78	309 770	10,73
TARN	81	3 599 947	1 040 368	2 559 579	99	343 402	10,48

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 431 486	583 790	847 696	42	139 561	10,26
HAUTE-SAVOIE	74	6 392 094	2 050 668	4 341 426	99	631 679	10,12
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 959 143	966 497	2 992 646	92	392 803	10,08
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	7 159 062	2 871 210	4 287 852	85	713 779	10,03
HAUTE-CORSE	2B	1 417 810	775 959	641 851	17	141 603	10,01
VAR	83	8 962 665	3 320 348	5 642 317	109	898 441	9,98
ALLIER	03	3 362 250	825 361	2 536 889	59	344 721	9,75
PUY-DE-DOME	63	5 611 491	2 268 040	3 343 451	119	604 266	9,29
PAS-DE-CALAIS	62	13 234 399	4 478 387	8 756 012	299	1 441 568	9,18
MAINE-ET-LOIRE	49	6 624 558	1 402 909	5 221 649	161	732 942	9,04
TARN-ET-GARONNE	82	1 859 320	524 245	1 335 075	62	206 034	9,02
SEINE-ET-MARNE	77	10 612 514	1 876 385	8 736 129	172	1 193 767	8,89
AISNE	02	4 670 366	976 694	3 693 672	87	535 842	8,72
SARTHE	72	4 498 669	489 149	4 009 520	127	529 851	8,49
RHONE	69	13 304 388	5 018 123	8 286 265	192	1 578 869	8,43
VAL-D'OISE	95	8 893 885	1 801 511	7 092 374	126	1 105 464	8,05
MOSELLE	57	7 935 360	2 374 313	5 561 047	81	1 023 447	7,75
SAONE-ET-LOIRE	71	4 109 220	744 409	3 364 811	131	544 893	7,54
HERAULT	34	6 593 239	745 781	5 847 458	113	896 441	7,35
ESSONNE	91	8 071 134	1 045 889	7 025 245	110	1 134 238	7,12
MARTINIQUE	972	2 706 882	1 171 444	1 535 438	29	381 427	7,10
HAUT-RHIN	68	4 906 639	808 131	4 098 508	104	708 025	6,93
ALPES-MARITIMES	06	6 919 734	2 890 480	4 029 254	75	1 011 326	6,84
YVELINES	78	9 190 218	1 938 631	7 251 587	117	1 354 304	6,79
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 140 998	1 683 295	5 457 703	114	1 134 266	6,30
HAUTS-DE-SEINE	92	8 931 571	2 913 087	6 018 484	74	1 428 881	6,25
BAS-RHIN	67	6 396 103	1 944 131	4 451 972	123	1 026 120	6,23
VAL-DE-MARNE	94	6 740 217	1 135 799	5 604 418	60	1 227 250	5,49
BOUCHES-DU-RHONE	13	9 855 943	4 558 662	5 297 281	106	1 835 719	5,37
SEINE-SAINT-DENIS	93	7 079 368	1 028 522	6 050 846	84	1 382 861	5,12

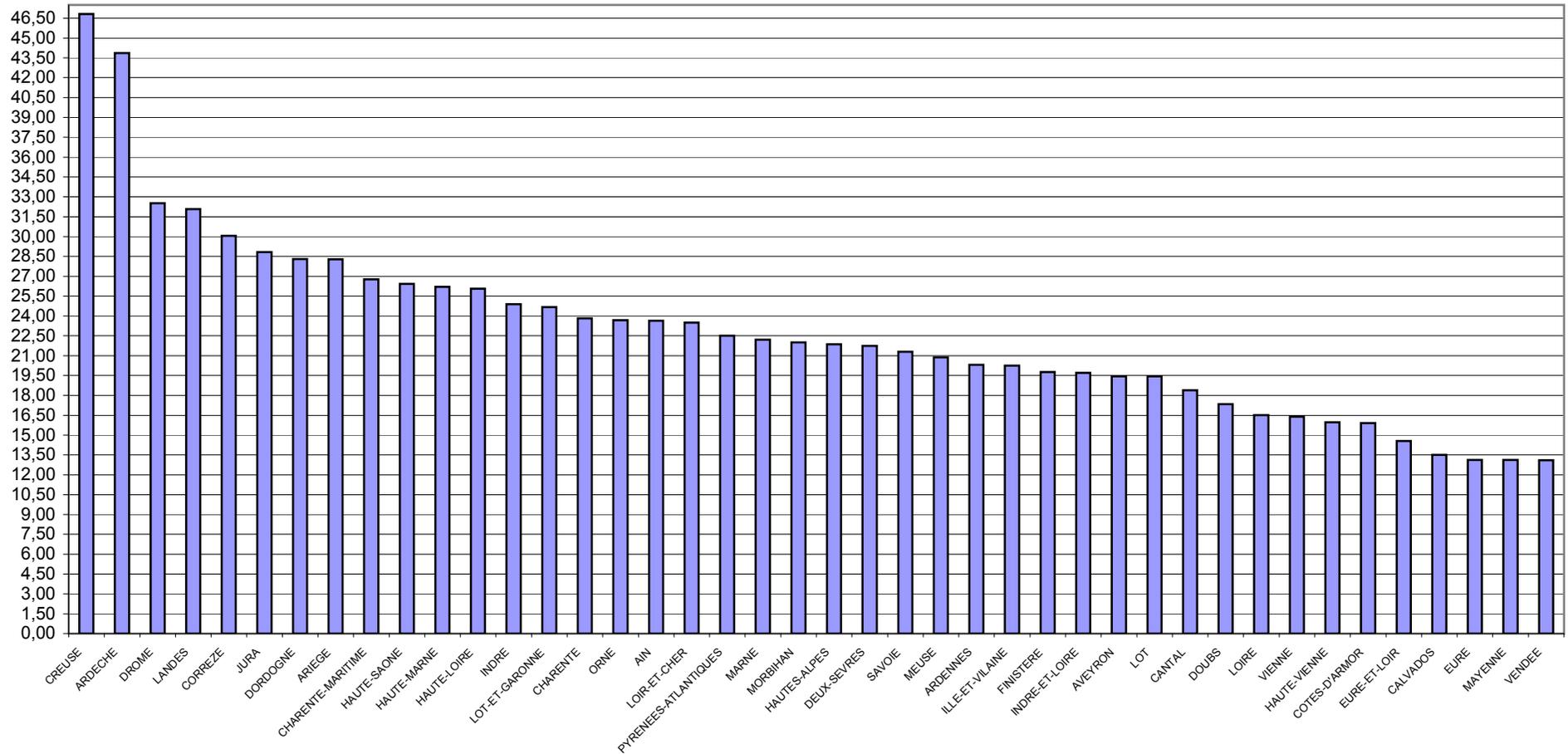
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2008

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
OISE	60	3 604 887	785 729	2 819 158	85	766 441	4,70
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
NORD	59	11 280 396	4 927 293	6 353 103	155	2 555 020	4,41
HAUTE-GARONNE	31	3 802 723	1 393 928	2 408 795	80	1 046 338	3,63
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
REUNION	974	2 214 136	748 226	1 465 910	17	706 300	3,13
SOMME	80	1 486 971	391 248	1 095 723	41	555 551	2,68
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
PARIS	75	1 103 498	450 693	652 805	20	2 125 246	0,52
TOTAL		681 031 199	180 726 223	500 304 976	12 111		

**Subventions FISAC
par département de 1992 à 2008
(montant par habitant)**

en €



Subvention FISAC par département de 1992 à 2008 (montant par habitant)

en €

